

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
FACULTE DES SCIENCES
ECONOMIQUES ET DE GESTION



Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

Option : Economie

Filière : Analyse des
Projets

THEME

*AIDES PUBLIQUES AU DEVELOPPEMENT ET
CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN*

Présenté par :

V. Lionel G. ADAMMADO

&

M. Thierry HOUNKPE

Sous la direction de :

Maître de stage

Mr. Rodrigue HOUNKPEHEDJI

Chef Service des études statistiques
DGAE/DPC

Maître de mémoire

Dr. Gilles TOBOSSI

Enseignant à la FASEG

Année Académique : 2014-2015

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (F.A.S.E.G) de l'Université d'Abomey- Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACES

A mes parents Louis ADAMMADO,
Célestine ANAGONOUTA pour leur amour
et les sacrifices qu'ils ont dû accomplir pour
me donner le meilleur d'eux-mêmes et à tous
mes frères et sœurs, cousins et amis.

ADAMMADO V. Lionel G.

A mes parents Pierre claver
HOUNKPE et Rose MADJIKPO
ainsi qu'à tous mes frères et sœurs
cousins et amis sans oublier ceux
que j'aime et qui me portent dans
leur cœur.

HOUNKPE M. THIERRY

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été facilitée par la contribution appréciable de près ou de loin des personnes aussi diverses que nombreuses. C'est une occasion pour nous de leur témoigner nos sincères gratitude, ainsi que nos vifs et profonds remerciements. Nous adressons particulièrement nos remerciements aux personnes :

- Le professeur Charlemagne IGUE, Doyen de le FASEG/UAC et son vice le Docteur Augustin Foster Comlan CHABOSSOU
- Docteur Gilles TOBOSSI notre directeur de mémoire pour avoir accepté de suivre ce travail et pour s'y être impliqué véritablement.
- Le Directeur Général des Affaires Economiques, Mr. BAGUIDI Boko et le Directeur de la Prévision et de la Conjoncture (DPC) du Bénin, Mr. SOUBEROU Bachir, pour nous avoir reçus en tant que stagiaire. Tous les autres agents en service à la DPC en particulier Mr. HOUNKPEHEDJI Rodrigue, Mr. SOUBEROU Daouda et Mr. ANAGO François pour leur soutien et leurs multiples contributions à la conception et à la réalisation de ce travail, dont les esprits conviviaux nous ont énormément aidés dans la réalisation de notre chef d'œuvre.
- Mlle M-Dive HOUNGUEKAN (VIEW-STAT) qui dans son exercice d'étude, conseil et formation à contribuer en grande partie à la rédaction dudit document.
- Le corps enseignant et le personnel administratif de la Faculté des Sciences Economique et de Gestion (FASEG) pour leur précieuse contribution à notre formation.

Enfin, que toutes les personnalités et autres compétences, qui dans l'ombre et au cours des discussions à bâtons rompus que nous avons eues avec elles, qui ont guidé notre rédaction et qui ont facilité l'obtention des données et des informations de l'étude trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude et nous pardonnent de n'avoir pas pu les citer nommément sans oublier celles également qui ce sont battues d'une manière ou d'une autre pour que ce mémoire ne soit pas écrit, qu'ils cultivent un changement de sociabilité.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADM	: Allègement de la Dette Multilatérale
AFD	: Agence Française pour le Développement
APD	: Aide Publique au Développement
ARMA	: Auto Regressive Mobile Average
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BM	: Banque Mondiale
CAD	: Comité d’aide au Développement
CAPOD	: Projet de Renforcement des Capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement
CE	: Crédits à l’Economie
CEAD	: Comité Economique d’Aide au Développement
CEDEAO	: Communauté Economique Des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CEREG	: Centre d’Etude et de Recherche en Economie et Gestion
CESS	: Consultants Experts Services Solutions
CVEF	: Cellule de Veille Economique et Financière
DA	: Direction des Assurances
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DGCPE	: Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l’Etat
DGE	: Direction Générale Economique
DGID	: Direction Générale des Impôts et des Domaines
DIR	: Direction de l’Intégration Régionale
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DPE	: Direction de la Promotion Economique
DSRP	: Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté
DTCP	: Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique
FASEG	: Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
FCFA	: Franc de la Communauté Francophone Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
IDE	: Investissement Direct Etranger
IDH	: Indice de Développement Humain
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l’Analyse Economique

MCO	: Moindres Carrées Ordinaires
MCE	: Modèle à Correction d'Erreur
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique
OCDE	: Organisation de Coopération pour le Développement Economique
OMD	: Objectifs du Millénaire au Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations- Unies
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PCNUAD	: Plan-Cadre des Nations-Unies pour l'Aide au Développement
PED	: Pays En Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PNAD	: Politique Nationale de l'Aide au Développement
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPTE	: Pays Pauvre Très Endetté
PTF	: Partenaires techniques et financiers
PVD	: Pays en Voie de Développement
RED	: Rapport Européen sur le Développement
RF	: Recettes Fiscales
RNB	: Revenu National Brut
SAF	: Service Administratif et Financier
SCRE	: Service chargé de la Coordination des Réformes Economiques
SCRP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SRP	: Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SI	: Service Information
SP	: Secrétariat Particulier
SWB	: Social Watch Benin
UAC	: Université d'Abomey-Calavi
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USD	: United States Dollar

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau 1</u> : Description des variables d'intérêt et sources des données.....	24
<u>Tableau 2</u> : Statistique descriptive sur les variables.....	37
<u>Tableau 3</u> : Matrice de corrélation entre les variables.....	38
<u>Tableau 4</u> : Test de stationnarité.....	38

LISTE DES GRAPHIQUES

<u>Graphique 1</u> : Aide Bilatérale et Multilatérale.....	14
<u>Graphique 2</u> : Evolution de l'APD au Bénin.....	31
<u>Graphique 3</u> : Evolution du PIB au Bénin.....	32
<u>Graphique 4</u> : Evolution des Recettes Fiscales au Bénin.....	34
<u>Graphique 5</u> : Evolution des crédits à l'économie au Bénin.....	35
<u>Graphique 6</u> : Evolution conjointe du PIB et de l'APD au Bénin.....	36
<u>Graphique 7</u> : Evolution conjointe du taux de croissance PIB et celui de l'APD au Bénin	37

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	viii
RESUME.....	ix
SUMMARY.....	x
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I: CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	3
CHAPITRE 1: CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....	4
SECTION 1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DU STAGE.....	4
SECTION 2 : DEROULEMENT DU STAGE.....	6
CHAPITRE 2: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	9
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	9
SECTION 2 : METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	23
PARTIE II : EFFET DE L'APD SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN : ANALYSES STATISTIQUES ET ECONOMETRIQUES DES VARIABLES.....	29
CHAPITRE 1 : ANALYSES STATISTIQUES ET ECONOMETRIQUES DE L'EVOLUTION DES VARIABLES	30
SECTION 1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DES VARIABLES.....	30
SECTION 2 : ANALYSE DE L'EVOLUTION COMBINEE DE VARIABLES.....	36
CHAPITRE 2 : MODELISATION ET INTERPRETATIONS DES RESULTATS.....	38
SECTION 1 : MODELISATION.....	38
SECTION 2 : VERIFICATION DES HYPOTHESES ET RECOMMANDATIONS.....	45
CONCLUSION.....	47
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	49
ANNEXE	
TABLE DES MATIERES	

RESUME

L'étude porte sur une analyse des Aides publiques au Développement sur la croissance économique au Bénin afin de comprendre les stratégies d'usage et de l'emploi des financements d'aides octroyées au Bénin par les pays développés. L'objectif général de l'étude est de mesurer l'effet de l'APD sur la croissance économique au Bénin. Elle est conduite sur des bases de données statistiques des variables collectées auprès des institutions spécialisées en la matière (DGAE, INSAE, Banque Mondiale) sur une période allant de 1980 à 2012 à raison de 33 observations.

A cet effet, deux objectifs spécifiques sont retenus et se présentent comme suit : Etablir le lien entre l'APD et la croissance économique béninoise, déterminer les instruments de l'APD expliquant la croissance économique au Bénin. Le modèle de Douzounet sur la gouvernance à propos de l'aide a été décrit et un modèle qui a fait objet de nos analyses de type Cobb-Douglass a suscité deux équations. Les méthodes d'analyse utilisées sont celles des Moindres Carrées Ordinaires et du Modèle à Correction d'Erreur. Il ressort des estimations économiques des MCO et MCE sur le modèle que l'Aide Publique au Développement influence à long terme positivement et significativement la croissance économique et que les APD dons contribuent plus à la croissance économique que les hors dons.

Mots clés : APD, croissance économique, instruments de l'APD

SUMMARY

The study includes an analysis of public aid to development on economic growth in Benin in order to understand the usual strategies and the use of aid funding granted by developed countries Benin. The overall objective of the study is to measure the effect of ODA on economic growth in Benin. It is conducted on statistical databases of variables collected from the specialized agencies in the field (GAAR, INSAE, World Bank) over a period from 1980 to 2012 at a rate of 33 observations.

For this purpose, two specific objectives are retained and are as follows: To establish the link between ODA and the Beninese economic growth, determine the instruments of ODA explaining economic growth in Benin. The model of governance Douzounet about aid has been described and a model that has been our type of analysis Cobb-Douglass generates two equations. The analytical methods used are theses the Least Square Ordinary and to Error Correction Model. It appears from the economic estimates of OLS and MCE on the model of public aid to developing long-term influence positively and significant economic growth and ODA grants contribute more to the economic growth than excluding grants.

Keywords: ODA, economic growth, ODA instruments

INTRODUCTION

La cohabitation sur la planète d'individus d'extrême pauvreté et d'individus immensément nantis est une réalité qui mine le monde depuis des siècles. Le défi économique est donc celui de la réduction de la pauvreté et de la réduction des écarts entre les différentes classes sociales. Tant d'efforts sont déployés au fil des jours pour y parvenir, mais on constate la persistance de la pauvreté et de ses conséquences et ceci surtout dans les pays en voie de développement (PVD). Les pays de l'Afrique subsaharienne des environs de la moitié du XXème siècle à nos jours se voient confier la responsabilité de préparer et cultiver leur destinée ; c'est à dire accélérer leur croissance économique par ricochet leur développement. En dépit des volontés affichées, le constat est que la réalisation de ces projets nécessite une bonne ressource financière.

Dans l'optique de pallier à ce défi économique, les Etats de l'Afrique subsaharienne s'ouvrent au monde par le biais des organisations internationales comme la Banque Mondiale, les Nations Unies ; aussi à l'avènement de mondialisation et de globalisation des économies afin de bénéficier des aides extérieures. Après la crise économique et financière des années 80 qui a détérioré de manière remarquable sa situation économique et sociale et aggravé la pauvreté, le Bénin est rentré dans une longue période de restructuration de son économie. A cet effet, plusieurs politiques ont été menées par les institutions et organisations dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie des populations démunies dont les Aides Publiques au Développement (APD).

L'APD est distinguée suivant cinq types tels que l'aide projet, l'aide programme, la coopération technique, l'aide humaine et la remise de dettes. Ainsi, selon le Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (CAD-OCDE), l'APD comprends les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés par les pays développés aux Pays en Voie de Développement (PVD) en vue du rééquilibrage des niveaux de développement respectifs. Aussi, les aides publiques au développement proviennent-elles des organisations internationales spécialisées et accompagnent les pays en développement dans le financement des investissements publics en complétant aussi l'épargne locale qui a très peu d'effet sur le développement du pays. Cette idée est née au lendemain de la seconde guerre mondiale sous la forme de Plan Marshall financé par les Etats Unis et destiné à la reconstruction de l'Europe. L'aide va généralement des pays développés vers les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, mais une aide des pays

émergents (Chine, monarchies pétrolières) vers les pays les moins avancés commence à se développer.

En 2010, Marcel de SOUZA (ministre béninois) a indiqué que la PNAD est un outil efficace de développement. Elle constitue une réponse du gouvernement au défi majeur que pose la problématique de l'efficacité de l'aide au Bénin. Selon lui, au Bénin, l'aide au développement est la manifestation de la solidarité internationale à la résolution des problèmes de développement. Une meilleure contribution de l'aide à la croissance économique et au développement du Bénin lui permettra de renforcer le leadership du gouvernement en vue du renforcement de son autonomie dans le choix de l'aide et de sa destination, et ceci en adéquation avec les orientations nationales de développement ainsi que les programmes et projets prioritaires, d'améliorer ensuite la gestion de l'information sur l'aide à travers la mise en place d'un système fiable y afférent, d'améliorer la mobilisation et la coordination de l'aide au Bénin et une meilleure répartition spatiale de l'aide au développement.

A ces réflexions et aux nombreux avantages que procurent les APD pour l'Afrique et en particulier le Bénin, notre curiosité de recherche s'inscrit dans cette optique et nous mène à porter cette étude sur le thème : « Aides Publiques au Développement et croissance économique au Bénin ». Ainsi, deux parties font objet de notre développement à savoir :

Partie I : cadre institutionnel, théorique et méthodologique de l'étude,

Partie II : effet de l'APD sur la croissance économique au Bénin : analyses statistiques et économétriques des variables.

PARTIE I

CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

Section 1 : Présentation De La Structure Du Stage

Dans cette section, il sera question de faire d'abord l'historique de la DGAE, de parler de sa structure organisationnelle, de ses micro et macro environnements. Nous présenterons ensuite la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC).

Paragraphe 1 : Historique des objectifs

Nous ne saurions faire part des activités et de la mission que s'est assignée la DPC sans débiter par son historique.

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret N°2005-110 du 11 mars 2005 portant Attributions, et Fonctionnement du Ministère de l'Economie et des finances (MEF), la Direction Générale de l'Economie (DGE), l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du MEF est chargée :

- de proposer des mesures de politiques financières à court, à moyen et à long terme au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macroéconomiques et monétaires et de suivre leur mise en œuvre ;
- d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurance, sur la promotion du marché national d'assurance et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et des bénéficiaires d'assurance ;
- de proposer et de suivre l'exécution de la politique d'intégration régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- de préparer et de conduire en collaboration avec les autres structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les promotions d'investissements privés ;
- de suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

Paragraphe 2 : Structure organisationnelle de la DGAE et présentation de la DPC

1 : Structure organisationnelle de la DGAE

La Direction Générale des Affaires Economiques comprend : la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC), la Direction des Assurances (DA), la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE), la Direction de la Promotion Economique (DPE), la Direction de l'Intégration Régionale (DIR) ; outre ces directions, il est rattaché à la DGAE, le Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Economique (CNPE) et la Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF). La direction dispose également d'un Secrétariat Particulier (SP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un Service Information (SI) et d'un Service chargé de la Coordination des Réformes Economiques (SCRE).

2 : Présentation de la DPC

La Direction de la prévision et de la conjoncture a essentiellement pour missions :

- De proposer et de mettre en œuvre une stratégie économique nationale ;
- De faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long termes sur les agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- De participer à l'évaluation, à l'analyse et à la prévision des agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- D'établir les prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques.

Section 2 : Déroulement Du Stage

Cette section est consacrée au déroulement du stage. Elle met surtout en relief les travaux effectués, les difficultés rencontrées au cours du stage à la DPC, et les suggestions y afférentes pour l'amélioration des conditions de déroulement de stage.

Paragraphe 1 : Travaux effectués

Le stage effectué au sein de la DPC (Direction de Prévision et de la Conjoncture) a duré trois mois allant du 12 Janvier au 13 Avril 2015 et a servi en grande partie à la rédaction du mémoire. Le secrétariat de la DPC a soumis à nos suggestions plusieurs documents dont nous ignorions exactement les titres certainement en grand nombre et découverts à la bibliothèque de la direction et également des anciens mémoires qui nous ont servi d'inspiration. L'essentiel de nos suggestions porte sur des corrections grammaticales et orthographiques. Spécialement pour certains, nous révélons des incohérences selon notre point de vue sur des analyses économiques et le réalisme de certaines grandeurs (moyenne, valeur minimum et maximum), l'évolution saisonnière de certaines variables. Nos suggestions sont ensuite relevées et soumises aux Directeurs de la DPC. L'intérêt de ces travaux qui nous sont confiés est double pour le simple fait qu'ils nous permettent d'une part, de passer à un exercice pratique de certains cours faits dans les années antérieures et dont nous ne cernions pas l'importance vu leurs caractères purement théoriques et d'autre part, de nous former à l'élaboration des analyses économiques. Outre ces objectifs académiques, la structure nous a fait participer à certains travaux. Il s'agit d'une enquête initiée par la DGAE auprès des entreprises publiques, semi-publiques et offices d'Etat dans le but d'actualiser les données relatives à la situation économique nationale et aux finances de l'administration publique pour l'élaboration du budget général de l'Etat, gestion 2016. Nous avons pris par ces structures sur la période allant du 05 au 13 mars 2015 pour collecter les questionnaires que nous avons déposés initialement par courrier dans ces dites structures des 03 et 04 mars 2015. Dans la réalisation de ces travaux, nous avons rencontré d'énormes difficultés que ce soit au niveau de la réalisation du mémoire ou qu'au niveau des travaux réalisés avec le personnel. A ces difficultés, nous faisons des suggestions contenues dans le paragraphe suivant.

Paragraphe 2 : Difficultés rencontrées et suggestions

Cette partie est consacrée aux difficultés majeures rencontrées dans la rédaction du mémoire et au niveau de l'enquête.

Entre autres, nous pouvons citer comme difficultés :

- le manque de bureau pour les Stagiaires : La DGAE étant soumise à une demande importante de stages académiques et professionnels, les divers services et cellules auxquels sont orientés les Stagiaires se voient dans l'obligation de mettre ensemble tous les Stagiaires dans un même bureau. La conséquence directe est que nous ne disposons pas de plein temps pour le stage. Les tuteurs de stage débordés n'arrivent pas à prendre connaissance de tous les groupes de stagiaires, et n'arrivent non plus à prendre connaissance de tous les thèmes de recherche.
- la production tardive des données par les structures de base ; ce qui retarde quelque peu l'évolution de la rédaction du mémoire.
- l'inaccessibilité à l'internet et le manque d'informations à temps réel. Certaines informations détenues par les structures ne sont pas du tout accessibles pour raisons de confidentialité et d'indisponibilité.
- les encadreurs sont souvent en voyage d'affaires économiques et sont donc indisponibles.
- au niveau de l'enquête, certaines structures ignorent l'importance de cette mission et nous prennent comme de simples passagers ou clients et ne veulent pas fournir les données dont le MEF a besoin ; donc bafouent l'autorité du ministère et nous faisaient tourner avec des dépenses inutiles en partie. Certaines de par leur manière ignorante n'ont pas pu fournir les informations et d'autres pas à tant.

Aux vues de ces difficultés, les principales suggestions formulées sont les suivantes :

- augmenter les matériels de bureau, permettre à chaque structure de faire face à son effectif de Stagiaires et de pouvoir les différencier afin de les soumettre aux travaux spécifiques de la structure.
- mettre en place un système d'informations à tous les niveaux hiérarchiques pour permettre aux Stagiaires d'avoir des informations en temps réel sur la disponibilité et l'accessibilité des données.

- accroître la surveillance sur la participation effective des membres statutaires aux réunions de la DPC à travers des comptes rendus réguliers.
- assurer une plus grande plaidoirie aux activités de la DPC par une grande et meilleure diffusion de ses productions et une meilleure sensibilisation du public.
- des lois qui régissent les activités du MEF et au vue de l'importance de l'enquête allant dans l'exercice de l'Etat, porter des sanctions aux structures qui ont eu de peines volontaires à fournir les informations.

CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Section 1 : Cadre théorique de l'étude

Paragraphe 1. Problématique, objectifs et hypothèses

1. Problématique

Les performances économiques des pays subsahariens depuis les années 80, ont été mauvaises et constituent un véritable problème pour la communauté internationale. Le Bénin est l'un de ces pays qui maintient la démocratie tout en faisant sa promotion. Le pays s'engage dans les efforts pour la croissance durable et la réduction de la pauvreté en adoptant une orientation basée sur la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011-2015). Depuis la crise financière des années 2000, de nombreux pays ont vu leur taux de croissance chuté et leur taux de chômage grimpé, ce qui a un impact sur le développement de ces pays.

Les enjeux liés au développement de ces pays sont de telle envergure qu'il est nécessaire pour eux de faire recours aux aides extérieures qui vont contribuer à leur croissance économique (SWB, Rapport Bénin 2010). Les Aides Publiques au Développement (APD) sont constituées de fonds d'origine publique apportés sous forme de dons, de prêts ou d'allègements de dettes par les pays d'Europe de forte croissance économique aux pays africains en développement de faible croissance économique en général et en particulier le Bénin. Elles proviennent des organisations internationales spécialisées et accompagnent les pays en développement dans le financement des investissements publics en complétant aussi l'épargne locale qui a très peu d'effet sur le développement du pays. Au Bénin en 2005, 2006, 2007 et 2008, elles représentent respectivement 12%, 13%, 15% et 16% des recettes propres. En 2009, l'apport de 27% des aides budgétaires attendues n'a pu être mobilisé. Les prévisions de ressources extérieures sont passées de 324,170 milliards de FCFA en 2009 à 248,341 milliards de FCFA en 2010 (SWB, Rapport Bénin 2010).

De fait, les prêts et aides budgétaires sont inscrits au budget national mais une partie des dons échappe au budget national. L'analyse en cours sur les flux financiers de l'aide et l'exhaustivité du budget (MDEF avec l'appui de l'UE) a montré que les informations sur les dons sont aléatoires. L'objectif-cible pour 2010 est que 85% des aides sont inscrites au

budget national. Sur la base de l'enquête de l'OCDE au Bénin, 47% des aides sont comptabilisées dans le budget national comme recettes ou dons. Ce chiffre couvre les aides budgétaires non-ciblées sur dons et prêts. Ni les aides inscrites dans les budgets-programmes des ministères ni les aides budgétaires sectorielles ne sont prises en compte au niveau central (manque de circulation de l'information au niveau du Gouvernement). L'essentiel des efforts concerne la communication interne dans le Gouvernement entre ministères sectoriels, la Direction Générale du Budget, et les institutions en charge du suivi des aides ainsi que la clarification des circuits d'information entre Gouvernement et bailleurs de fond. Les donateurs doivent faire preuve de transparence pour les aides non alignées aux procédures budgétaires (en fournissant des données à temps au Gouvernement pour régulariser les dépenses a posteriori au niveau du suivi budgétaire). Pour que les aides budgétaires soient complètement alignées, il est important de veiller à ce qu'elles suivent le cycle de programmation budgétaire et qu'elles soient prévues suffisamment à l'avance. Les ressources extérieures sont suivies sur quatre rubriques à savoir : les prêts, les dons projets, l'allègement de la dette et les aides budgétaires. Or la rubrique des prêts ne distingue pas entre prêts concessionnels (aide publique au développement) et prêts non-concessionnels. Aussi la rubrique aides budgétaires ne distingue pas entre aides budgétaires sur prêts et sur dons, difficultés de mobilisation et d'utilisation des aides par ricochet une croissance en stagnation. (Déclaration de Paris au Bénin, 2006)

Le taux de croissance au Bénin fluctue ; 5,4% en mars 2012, 5,6% en 2013 et 5,5 en 2014 (Banque Mondiale, 2015). Malgré des taux de croissance économique moyens de 5% l'an au cours de cette dernière décennie au Bénin, l'évolution démographique rapide n'a pas permis au pays de tirer grand parti de cette croissance, au point où la pauvreté y demeure très répandue, l'APD n'atteint pas donc les objectifs fixés dans les pays bénéficiaires africains en particulier le Bénin, parlant de son efficacité. Au Bénin, l'évolution de l'Aide Publique au Développement a été influencée par des facteurs liés entre autres aux priorités politiques et réformes diverses, à la situation économique du pays, et aux catastrophes naturelles, etc. Sur le plan économique, le pays s'est engagé depuis 2000 dans la mise en œuvre des générations de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP). Ces documents qui constituent le cadre de référence en matière de politiques économiques pour les différents régimes politiques, sont aussi le seul et unique cadre privilégié de dialogue entre Gouvernement et Partenaires.

C'est à juste titre qu'il nous convient de porter une étude sur le thème : aides publiques au développement et croissance économique au Bénin. Fondamentalement, il nous revient de poser la question : quel est l'effet de l'APD sur la croissance économique au Bénin ? De cette question fondamentale, il ressort deux questions spécifiques de recherche à savoir :

- L'Aide Publique au Développement affecte-t-elle positivement le niveau de croissance économique au Bénin ?
- Quels sont les instruments de l'APD qui expliquent la croissance économique béninoise ?

2. Objectifs

2.1 Objectif général

Mesurer l'effet de l'APD sur la croissance économique au Bénin.

2.2 Objectifs spécifiques

- Etablir le lien entre l'APD et la croissance économique béninoise.
- Déterminer les instruments de l'APD expliquant la croissance économique au Bénin.

Autre que ces objectifs fixés, les hypothèses liées à ces derniers feront objet de vérification dans notre étude.

3. Hypothèses

- ✓ L'APD influence positivement et significativement la croissance économique au Bénin.
- ✓ Spécifiquement les dons comme instruments de l'APD contribuent plus à la croissance économique.

Paragraphe 2 : Revue de la littérature

1. Clarification des concepts et revue théorique

1.1 Aide Publique au Développement

L'aide au développement désigne une action volontaire par un acteur extérieur pour impulser le développement d'un pays tiers (pays en développement). Les conceptions du développement sont nombreuses, les formes de l'aide le sont toutes autant. Elle est une action qui peut prendre les formes suivantes : financement de projets par dons, prêts d'argent à taux préférentiel et annulation de dettes. Elle comprend également l'aide d'urgence mais elle s'en distingue, en théorie, car elle devrait favoriser l'essor des populations aidées alors que l'aide d'urgence n'intervient que dans des situations de catastrophes naturelles ou conflits armés, en théorie. La réalité sur le terrain est souvent plus complexe, les deux instruments étant souvent utilisés de manière complémentaire. Les motifs de l'aide au développement, notamment dans le cas de l'APD, sont souvent politiques. Ils peuvent être philosophiques, humanistes ou religieux. La forme que prend l'aide au développement révèle aussi la vision du développement que se fait celui qui aide. En lieu et place d'aide au développement, bon nombre de professionnels préfèrent l'appellation coopération au développement. En effet, hors du paradigme 'assistentialiste', la coopération au développement prône des projets élaborés par les populations locales ; en ce sens, elle constitue un réel accompagnement participatif. Le concept évolue actuellement vers celui de codéveloppement entre les pays développés et ceux moins avancés (Jean-Michel Severino et al...).

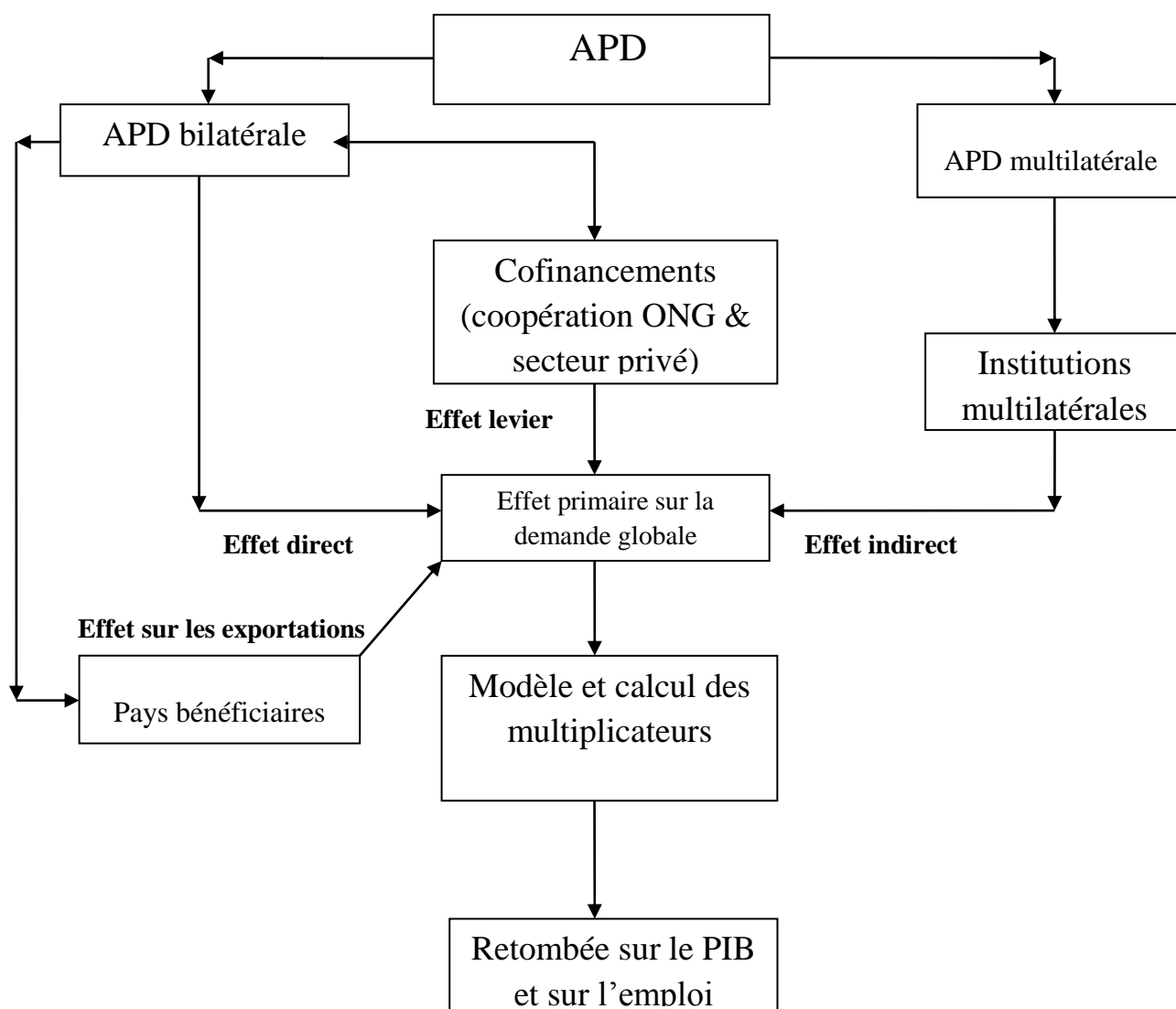
L'aide publique au développement (APD) est la forme la plus connue de l'aide au développement. Mais l'aide au développement est aussi le fait de particuliers, d'entreprises, d'ONG, de fondations... Théoriquement, ces aides sont orientés vers la mise en place de projets concrets et durables : infrastructures essentielles, action de lutte contre la faim, santé, éducation, environnement.

Les aides publiques au développement proviennent des organisations internationales spécialisées et accompagnent les pays en développement dans le financement des investissements publics en complétant aussi l'épargne locale qui a très peu d'effet sur le développement du pays. Cette idée est née au lendemain de la seconde guerre mondiale sous la forme de Plan Marshall financé par les Etats Unis et destinée à la reconstruction de l'Europe. Cette aide judicieusement utilisée par les pays bénéficiaires (Grande Bretagne France – Allemagne de l'Ouest) a abouti à un relèvement rapide et important de l'économie

Européenne. Ce boom économique sans précédent est qualifié de « Trente Glorieuses » entre les années 1950 et 1970. On distingue l'aide bilatérale destinée directement à un pays en développement alors qu'elle est multilatérale lorsqu'elle transite par une organisation internationale telle que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne, etc.

L'APD est distinguée suivant cinq types tels que :

- l'aide projet. Il consiste à soutenir un projet spécifique dans le but de stimuler le développement local tout en contrôlant sa bonne réalisation.
- l'aide programme quant à elle vise le développement du pays en général avec des objectifs de nature macroéconomique ou sectorielle. Elle suppose un transfert de ressources vers le gouvernement et traduit généralement un soutien à la balance des paiements, une aide budgétaire ou allègement de dettes.
- la coopération technique. Il recouvre des activités d'aide visant à élever le niveau des connaissances, des qualifications, du savoir-faire technique et des aptitudes productives des habitants des pays en développement.
- l'aide humaine vise à porter secours en urgence aux populations victimes de catastrophes naturelles ou technologiques ainsi qu'aux victimes des conflits (réfugiés, déplacés).
- Et enfin la remise de dettes contribue à alléger le fardeau des dettes des Etats pauvres à travers notamment les initiatives des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et Allègement de la Dette Multilatérale (ADM). Source : (OCS, DPC)

Graphique 1: Aide Bilatérale et Multilatérale

Source : Effets économiques de l'APD en Suisse

L'« aide » apparaît comme un apport, un soutien, un secours apporté par quelqu'un ou quelque chose. L'aide est souvent financière et/ou mesurée par des flux financiers (l'envoi de coopérants est chiffré). Elle va généralement des pays développés vers les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, mais une aide des pays émergents (Chine, monarchies pétrolières) vers les pays les moins avancés commence à se développer. Elle est internationale. Le donateur peut être constitué d'un pays ou d'une entité publique ou privée d'un pays (pour la France c'est l'Agence française de développement (AFD) ou encore d'un groupe de pays par l'intermédiaire d'une organisation internationale (FMI, Banque mondiale...). L'aide peut cependant venir d'une entité interne au pays même (filiale de multinationales implantées dans un pays). Ivan Illich *Dans le miroir du*

Passé - Conférences et discours, 1978-1990 affirme : « Nous fîmes alors connaissance avec le "développement" dans son acception actuelle. Jusque-là nous n'usions de ce terme qu'à propos des espèces animales ou végétales, de la mise en valeur immobilière ou des surfaces en géométrie. Mais depuis lors il peut se rapporter à des populations, à des pays et à des stratégies économiques »

1.2 Développement et croissance économique

Le développement économique et social fait référence à l'ensemble des mutations positives (techniques, démographiques, sociales, sanitaires...) que peut connaître une zone géographique (monde, continent, pays, région...). Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et « progrès », puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants. On parle alors d'amélioration du bien-être social (au sens économique). La volonté de concilier simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être a mené à forger, à côté des indicateurs de développement traditionnels (PNB, PIB), d'autres indicateurs, tels que l'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte la santé, l'éducation, le respect des droits de l'homme (dont font partie, depuis 1966, les droits économiques et sociaux), etc. Les paramètres économiques et sociaux pour la mesure du développement sont indiqués dans l'article « Pays en développement ». La différence entre croissance économique et développement social est mal perçue dans le grand public. Le bien-être social doit être distingué de la production économique. Le bien-être est pluridimensionnel (Jacques Brasseul, 2008 et al...).

Le développement économique ne doit pas être confondu avec la croissance économique. Celle-ci est habituellement nécessaire ou consécutive au développement mais elle n'en est qu'un aspect. Il existe même des zones en croissance par simple inertie de tendance ou sous l'effet de dopants artificiels de types dits keynésiens, sans pour autant connaître les transformations de structure et la « destruction créatrice » propres au développement, qui assurent sa pérennité. Cela peut conduire à un épuisement des ressorts de la croissance. On peut alors retrouver le phénomène de cycle de vie (de l'émergence à l'expansion puis au plafonnement et enfin au déclin) étudié en marketing.

La croissance n'a été capable ni de réduire la pauvreté, ni de renforcer la cohésion sociale. Un même taux de croissance peut signifier un accroissement ou une réduction des inégalités. Et une croissance illimitée dans un monde fini est une illusion (Manifeste Utopia, 2008). Etymologiquement, du latin *crescere*, croître, grandir ; la croissance désigne en

économie l'évolution annuelle, exprimée en pourcentage du P.I.B. (Produit intérieur brut) ou du P.N.B. (Produit national brut). Pour éviter le problème dû à l'augmentation des prix, la croissance est calculée en "monnaie constante" (hors inflation), le P.I.B. étant corrigé de l'augmentation de l'indice des prix. Ceci permet de calculer une croissance en volume. La formule de calcul, dans le cas du PIB de l'année "n", est la suivante.

$$\text{Croissance} = [\text{PIB}_{(n)} - \text{PIB}_{(n-1)}] / \text{PIB}_{(n-1)}$$

On distingue généralement :

- La croissance extensive : augmentation des quantités de facteurs de production (culture de nouvelles terres, ouverture de nouvelles usines). La croissance extensive génère des créations d'emplois.
- La croissance intensive : augmentation, par des gains de productivité, de la production à volume de facteurs de production identiques, notamment sans création d'emplois supplémentaires.

Une croissance du PIB n'implique pas nécessairement une élévation du niveau de vie. En effet, si la croissance démographique est plus rapide que la croissance du PIB, le PIB par habitant diminue. En outre, certaines activités ne sont pas prises en compte dans son calcul : voir "les limites du PIB". D'une manière plus générale, la croissance correspond, pour une nation, à une augmentation soutenue et durable - pendant une période suffisamment longue - de la production de biens et de services appréhendée par des indicateurs comme le PIB ou le PNB. Cependant, n'étant qu'une mesure quantitative d'un agrégat économique, la croissance n'est qu'une des composantes du développement qui est une notion plus abstraite et qualitative. Il peut donc y avoir croissance sans développement et inversement du développement sans croissance. On peut définir la croissance économique comme l'augmentation soutenue, sur une période longue, de la production de biens et de services d'un pays. Sa mesure se fait à travers le taux de croissance du produit intérieur brut à prix constants (PIB), calculé par année. L'agrégat PIB comporte deux sous-ensembles : le PIB marchand (somme des valeurs ajoutées créées par l'ensemble des unités de production résidentes sur le territoire national en un an) et le PIB non marchand (valeur de la production non marchande, c'est-à-dire disponible gratuitement ou à un prix inférieur à son coût de production – ce qui recouvre essentiellement les biens et services produits par les administrations publiques et privées, mais qui ne font pas l'objet d'un échange sur un marché).

La croissance telle qu'on la définit et qu'on la mesure aujourd'hui est un phénomène relativement récent à l'échelle de l'humanité qui peut être daté du début de l'industrialisation (Toupiçionnaire). Elle est, pour un pays, un enjeu de première importance car c'est elle qui conditionne l'amélioration du niveau de vie de ses habitants. Elle représente, pour les pouvoirs publics, l'objectif principal de la politique économique. Mais ses origines restent difficiles à préciser. Une des questions les plus discutées de la science économique est celle des origines de la croissance économique. La réponse à cette question a, en effet, des implications importantes en matière de politique économique. Certains économistes ont cherché à mettre en équation le lien existant entre les facteurs de production, les *inputs* (le travail et le capital), et la production réalisée, l'*output*. La fonction Cobb-Douglas (du nom de deux chercheurs américains) se présente, par exemple, sous la forme générale suivante : $Y = f(K, L)$ dans laquelle la production (Y) est fonction des quantités respectives de capital (K) et de travail (L) utilisées par l'appareil de production. La croissance de la production (Y) s'expliquerait en partie par l'accroissement des quantités de facteurs de production mises en œuvre, c'est-à-dire l'accroissement des quantités de capital (K) et de travail (L) utilisées.

Aussi plusieurs auteurs économistes dans leurs visions ont développé : Adam Smith (1723-1790) dans "Richesse", il développe les premiers éléments de la théorie de la croissance. Prenant sa source dans la division du travail, la croissance lui apparaît comme illimitée ; Thomas Robert Malthus (1766-1834), la croissance de la population, plus rapide que celle la production de la terre, conduit à des famines qui permettent de rétablir, à court terme, le bon rapport entre les deux facteurs jusqu'à ce que l'écart entre population et production de la terre provoque une nouvelle crise, David Ricardo (1772-1823) dans sa conception disait : pour faire face à la croissance de la population de nouvelles terres doivent être cultivées. Or celles-ci ont un rendement décroissant (les meilleures étant déjà utilisées). Il s'ensuit inéluctablement à long terme un état stationnaire. Karl Marx (1818-1883) pour lui, l'accumulation du capital permet à ce dernier de se substituer au travail. L'augmentation du chômage et la baisse des salaires qui en découlent, provoquent une baisse de la consommation et du taux de profit et par conséquent de la croissance. John Maynard Keynes (1883-1946) l'économiste britannique, quant à lui, insiste sur le rôle de l'Etat qui, par les investissements publics, peut relancer l'économie en jouant sur la demande et favoriser ainsi la croissance.

Bien entendu, d'autres théories de croissance existent, et celles-ci tendent de plus en plus à intégrer les facteurs humains ou psychologiques. Ainsi, le modèle de Solow, d'inspiration néo-classique (Solow était néanmoins un néo-keynésien), prétendait que les pays en voie de développement (PVD) rattraperaient mécaniquement les pays développés, et que la croissance ne pouvait connaître de terme, étant stimulée par le progrès technique. Ce modèle, optimiste, s'opposait au modèle de Harrod-Domar, développé dans les années 1940 et inspiré par la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de Keynes. Ce dernier modèle soulignait le caractère instable de la croissance et la nécessité d'une intervention étatique pour la soutenir. À partir des années 1960, certains auteurs s'intéressèrent à l'émergence d'une société post-industrielle, fondée sur une économie de l'information. Cela amena l'économiste Gary Becker (Prix Nobel) à insister sur le « capital humain », formé par les compétences, les expériences et les savoirs. L'économiste, ainsi, intégrait progressivement dans ses modèles des facteurs extrinsèques à l'économie strictement dite, tentant ainsi de montrer l'interdépendance entre le développement économique, social et culturel. Dans les années 1980, la théorie de la croissance endogène formulée par Paul Romer et Robert E. Lucas intègre ainsi la notion de capital humain, insistant sur l'importance de l'éducation et la santé pour le développement économique.

L'adjectif endogène qualifie ce dont la cause est interne, ce qui est produit, ce qui émane de l'intérieur d'un organisme ou d'une structure, en dehors de tout apport ou influence extérieure. Il s'oppose à exogène qui qualifie ce dont la cause est extérieure, ce qui provient, ce qui émane de l'extérieur d'un organisme ou d'une structure. On appelle croissance endogène, non pas une forme de croissance, mais une théorie qui explique la croissance économique par des facteurs endogènes comme le développement du capital humain, les savoir-faire, le progrès technique. Cette théorie remet en question le modèle édicté par l'économiste américain Robert Solow (dit "modèle de croissance exogène") pour lequel le progrès aurait pour origine des facteurs extérieurs à la production, sans pour autant en expliquer la cause, et qui conclut à une convergence des économies vers un état de croissance stationnaire, ce qui n'a pas été constaté. La théorie de la croissance endogène a son origine en 1986 dans un article de Paul Romer, intitulé "Increasing Returns and Long Run Growth", qui lie la croissance au comportement, aux initiatives et au développement des compétences des agents économiques. Développée notamment par Paul Romer, Robert E. Lucas, et Robert Barro, elle est devenue l'un des sujets d'étude majeur en sciences économiques.

La théorie de la croissance endogène met l'accent sur quatre facteurs qui influent sur le taux de croissance économique : les rendements croissants grâce aux gains d'échelle. L'intervention judicieuse de l'Etat, notamment par l'investissement dans des infrastructures, la recherche-développement ou innovation, activité à rendement croissant avec un coût d'appropriation minimal, la connaissance ou capital humain qui s'accumule.

La stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté 2007-2009 met l'accent sur certains axes : accélération de la croissance, développement des infrastructures, renforcement du capital humain, promotion de la bonne gouvernance et d'un développement équilibré et durable de l'espace national. Ces axes stratégiques découlent de l'analyse des déterminants de la pauvreté au niveau national.

2. Revue empirique

De nombreuses études empiriques ont été réalisées pour mettre en évidence l'évolution des aides et de la croissance et l'effet de l'aide au développement, des transferts de fonds sur l'épargne domestique et sur la croissance économique. Les résultats portant sur différentes zones géographiques et différentes périodes ne sont pas concordants.

En 2012 et pour la première fois depuis cinq ans, l'APD aux pays en développement a baissé : à 136.4 milliards USD, elle a retrouvé son niveau de 2009. Par rapport aux 141.1 milliards USD de 2011, cela équivaut à un repli nominal de 3.3%. Ce recul de l'APD mondiale s'explique en grande partie par une baisse de 6.5% de l'APD nominale bilatérale, qui est passée de 102.2 à 95.5 milliards USD entre 2011 et 2012. Cette tendance se retrouve dans la part de l'APD dans le revenu national brut (RNB) des pays du CAD/ OCDE, à 0.29% en 2012, contre 0.31% en 2011. À l'inverse, l'APD des organisations multilatérales a augmenté pour la troisième année consécutive, atteignant un niveau record de 40.9 milliards USD (OCDE, 2014b).

Les apports financiers extérieurs et les recettes fiscales exercent une influence grandissante sur les perspectives de développement et de croissance économique de l'Afrique. Ils ont quadruplé depuis 2000 et devraient dépasser la barre des 200 milliards de dollars (USD) en 2014. Si les pays riches en ressources continuent d'être la destination privilégiée des investissements directs étrangers en Afrique, les industries manufacturières et les services gagnent du terrain, avec plus de 750 opérations dans des projets nouveaux. La part de l'aide publique au développement (APD) dans le total des apports extérieurs est en recul, de 38 % en 2000 à 27 % en 2014 (pour un montant estimé à 55,2 milliards USD). Malgré tout,

l'APD reste la principale source de financement extérieur pour les pays africains à faible revenu. Les recettes fiscales, en hausse constante, ne doivent pas être considérées comme une alternative à l'aide étrangère mais comme une composante des recettes publiques qui augmentent à mesure que les pays se développent. Elles ont atteint 527,3 milliards USD en 2012 (BAD, OCDE, PNUD 2014).

Le scénario est différent pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (environ 440 millions d'habitants), pour lesquels les transferts des migrants représentent depuis quelques années l'essentiel des apports extérieurs. Les transferts officiels se sont hissés à 52 milliards USD en 2013, selon les estimations, soit respectivement trois et deux fois l'APD et les IDE en valeur destinés à ces pays. Les montants des flux d'aides (APD totale de tous les donateurs confondus) au Bénin de 2009 à 2012 sont respectivement 682, 689, 690 et 511 Millions USD (Perspectives économiques en Afrique, 2014).

La croissance économique mondiale est tombée à 2,1 % en 2013, mais devrait rebondir à 3 % en 2014 et à 3,3 % en 2015, en raison d'un regain d'activité économique aux États-Unis d'Amérique et dans la zone euro, et aussi d'une croissance qui se stabilise dans la plupart des économies émergentes, en particulier la Chine. Pour traduire la croissance économique rapide en développement inclusif soutenu, l'Afrique doit mener à bien des stratégies de développement qui favorisent la diversification économique, permettent de créer des emplois et de réduire les inégalités et la pauvreté ainsi que de relancer l'accès aux services de base (ONU-DAES, 2014). L'Afrique de l'Ouest vient en tête, avec un taux de croissance inchangé de 6,6 % en 2013. La croissance de la plus importante économie de la sous-région, le Nigéria, est restée inchangée, à 6,5 % en 2013, alors que l'augmentation de la demande intérieure semble avoir compensé la baisse de la production pétrolière et le fléchissement des prix du pétrole. Les investissements effectués dans le secteur pétrolier et minier ont soutenu la croissance au Niger, qui affiche un taux de 5,7 %. La Côte d'Ivoire a enregistré un taux de 8,8 %, la croissance étant soutenue par d'importants projets d'infrastructures qui dénotent un environnement politique plus stable. Au Ghana, la croissance est restée forte (8,0 %) (ONU-DAES, 2014).

Le produit intérieur brut (PIB) du Bénin a connu une croissance en 2012 établie à 5,4% selon les statistiques officielles rendues publique par le Ministère de l'Economie et des Finances en mars 2013. Ce niveau record de croissance fait suite à une décennie au cours de laquelle la croissance économique a oscillé autour de 4%. La période a été marquée par deux

récessions profondes avec des taux de croissance très bas de 2,9% en 2005 et 2,6% en 2010. En raison des réformes entamées par le Bénin, notamment au Port Autonome de Cotonou, cette tendance à l'amélioration des performances économiques s'est maintenue en 2013 avec un taux de croissance estimé entre 5% et 5,5%. De 2009 à 2012 les taux de croissance sont respectivement de 2,7 ; 2,6 ; 3,5 et 5,4%. L'enjeu majeur de la gouvernance économique du Bénin est de parvenir à une croissance suffisante afin d'engendrer une réduction significative de la pauvreté ; (Abel G. ; 2013). La revue de la situation actuelle du Bénin pour l'atteinte des OMD d'ici 2015 montre que les ressources affectées aux programmes d'investissements publics (dépenses d'investissement OMD et dépenses non OMD) s'élèvent à 123,7 milliards F CFA dont 65% de ressources externes, soit le cinquième des besoins estimés pour l'atteinte des OMD. Elle montre que l'aide publique au développement (APD) est encore insuffisante au regard des besoins pour l'atteinte des OMD. Il convient aussi de noter que certaines déficiences au niveau du système de gestion des finances publiques occasionnent parfois une utilisation non optimale des ressources, notamment l'APD. Pour faire face à cette situation, il s'avère nécessaire de prendre des mesures hardies pour accroître la mobilisation des ressources internes et externes d'une part, et améliorer l'efficacité des dépenses publiques d'autre part (PCNUAD 2009-2013). Comme l'aide totale, les contributions des donateurs à l'éducation ont augmenté en 2009 et sont restées à leur plus haut niveau de la décennie en 2010. En 2011, l'aide totale a diminué pour la première fois depuis 1997. Il est à prévoir que cette baisse aura un impact négatif sur le secteur de l'éducation. (Rapport de suivi de l'éducation pour tous, 2012)

Les études empiriques sur l'impact des envois de fonds sur la croissance du PIB sont très contrastées (Catrinescu et al, 2009). Les impacts sont ambigus, car les envois de fonds peuvent être dépensés à des fins de consommation sans donner lieu à une transformation économique, ils peuvent réduire la pression sur les gouvernements en matière d'amélioration des politiques et des institutions, (Ebeke, 2012; Pandey et al, 2012; Ratha et al, 2011). Par ailleurs, les envois de fonds peuvent réduire le nombre de travailleurs pauvres (Combes et al, 2011), promouvoir un développement financier mondial (Ma et Pozo, 2012) et améliorer l'allocation de capitaux (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). De nombreuses études confirment que les conditions économiques et la configuration institutionnelle influencent la manière dont sont utilisés les envois de fonds et leur impact global. Des recettes fiscales plus élevées ont plus de chance que l'APD de mener à une croissance durable dans le secteur public (Singer, 2012). Dans la mesure où les envois de fonds n'accroissent pas directement les capacités de production et où l'impact sur la

croissance du PIB reste mitigé, il n'est pas certain que les envois de fonds constituent une source durable de financement pour le développement du secteur public (Rapport Européen sur le Développement RED ,2013).

Il faut noter les travaux de quelques auteurs relatifs aux effets des transferts de fonds sur certaines variables macroéconomiques, notamment l'investissement et la croissance à long terme, a conduit à différents résultats. Mais ces derniers ne permettent pas de dégager un consensus. Le cas des Philippines en est un exemple patent. Deux études menées sur ce pays sont parvenues à deux conclusions différentes. D'un côté, Burgess et Haksar (2005) ont montré que les transferts de fonds des travailleurs affectent négativement la croissance mesurée par le taux de croissance du revenu par tête. Et de l'autre côté, Ang (2006) est parvenu à un résultat contraire en identifiant une relation positive et significative entre croissance et transferts des travailleurs vers les Philippines. Pour certains, les transferts parce qu'ils font partie intégrante du capital physique ne peuvent affecter que positivement la croissance. Selon Rocher et Pelletier (2008), une part significative des fonds transférés est généralement dépensée en biens de consommation courante alors qu'une fraction plus réduite est épargnée ou investie. Quel que soit donc le mode de dépense, ils peuvent contribuer à la croissance. En se basant sur le canal indirect et en utilisant l'échantillon de Giuliano et Ruiz-Arranz (2005), iaz (2007) montre que les transferts affectent positivement la croissance par le canal de l'investissement même si l'ampleur est faible. Mais pour d'autres auteurs tels que Azam et Gubert (2002), les transferts n'ont pas que des effets positifs sur l'économie des pays en développement. Selon les tenants de ce courant de pensées, les effets des transferts sur la croissance seraient plutôt négatifs à cause des effets pervers qu'ils engendrent et dont les coûts sont plus importants que les bénéfiques qu'ils peuvent engendrer. D'autres auteurs comme Giuliano et Ruiz-Arranz (2005) trouvent un effet négatif sur la croissance et suggèrent alors que l'impact des transferts sur la croissance diminue avec un niveau élevé du développement financier. (A. Nicole A. TCHOKPON MEDENOU, 2010)

Pour Radelets et al (2004), la majorité des études sont en coupe transversale ou en panel de courte durée et n'aboutissent donc qu'aux effets conjoncturels de l'aide. Par ailleurs, les travaux sur les déterminants de la croissance économique mettent l'accent sur des variables en plus de l'APD. Ainsi, Barro (1990) conclut que l'investissement a un faible effet sur la croissance du PIB par tête. Pour Douzounet Mallaye, selon une étude réalisée sur l'Afrique subsaharienne, en tenant compte du rôle de la gouvernance techniciste, de la gouvernance démocratique et à partir de l'établissement d'un modèle structurel appliqué sur

des données de panel sur la période 1995-2005, il montre que l'aide influence positivement et de façon significative la croissance. Pour Hirschman (1964) l'aide extérieure accroît les investissements et la capacité de production. Si l'économie se développe pour employer suffisamment cette capacité, le revenu supplémentaire créé par la hausse de cette capacité va entraîner une augmentation de l'épargne, et par conséquent de nouveaux investissements en mettant l'accent sur une croissance déséquilibrée. (S. Boris et A. Nancy F., 2013).

Section 2 : Méthodologie de l'étude

Elle fera l'objet dans le cadre de cette étude sur l'effet des APD sur la croissance économique au Bénin, de la présentation des différents modèles appropriés pour la vérification de chaque hypothèse, des méthodes d'analyse, de la méthode d'estimation utilisée, les différents tests économétriques et enfin des types de données collectées et leurs sources.

Paragraphe 1 : Modèles conceptuels

1. Présentation du modèle de base

Pour tester nos hypothèses de recherche, nous mettrons en exergue le modèle structurel sur les données de panel, un modèle sur lequel s'est appuyé Mallaye Douzounet (2010). Dans sa logique, il a montré que l'aide influence positivement et façon significative la croissance par le biais du rôle de la gouvernance sur la relation aide-croissance en terme d'effet direct et indirect. Nous allons nous spécifier à décrire la spécification à effet direct et ensuite présenter le modèle de type Cobb-Douglass qui nous inspirera dans les études statistiques et économétriques.

La revue de littérature nous permet de prendre à priori des variables susceptibles d'influencer la croissance économique au Bénin.

- **Spécifications économétriques de la relation directe entre l'APD et croissance.**

L'aide affecte directement la croissance: effet catalysé par le niveau de la démocratie, le niveau des recettes fiscales et la situation instable des pays bénéficiaires.

$$Y_{it} = \alpha_0 + \alpha_i + aid_{it}(\beta_0 + \beta_1 demo_{it} + \beta_2 taxrev_{it} + \beta_3 dummy_{it} + \beta_4 aid_{it}) + \sum_{j=1}^k \varphi_j x_{it} + \varepsilon_{it}$$

Tableau 1 : Description des variables d'intérêts et sources des données

Variables d'intérêt	Description	Sources des données
Aid	Ratio Aide sur PIB	WDI, 2008
Demo	Proxy de la gouvernance démocratique	ICGR, 2006
Taxrev	Proxy de la gouvernance techniciste (rapport recette fiscale sur PIB)	WDI, 2008
Dummy	Variable muette qui a la valeur 1 si le pays est en post conflit et 0 si non	
Y	Taux de croissance annuel du PIB	WDI, 2008

• **Spécifications économétriques du modèle du type Cobb-Douglass**

Sous la forme générale l'équation s'écrit :

PIB= f(X, Y, Z) Avec :

PIB= Produit Intérieur Brut

X= une variable liée à l'APD

Y= une variable liée aux recettes fiscales et

Z= une variable liée aux crédits à l'économie.

La forme fonctionnelle utilisée ici est pour établir le lien qui existe entre la croissance économique et les facteurs explicatifs de la performance de l'APD.

Equation 1

$$PIB = (APD)^{\alpha_1} (RF)^{\alpha_2} (CE)^{\alpha_3}$$

La transformation logarithmique de cette équation donne :

$$LPIB = \alpha_0 + \alpha_1 LAPD + \alpha_2 LRF + \alpha_3 LCE$$

En économétrie, le modèle se présente comme suit :

$LPIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 LAPD_t + \alpha_2 LRF_t + \alpha_3 LCE_t + \mu_t$ avec α_0 une constante α_1 , α_2 et α_3 les coefficients de régression

Equation 2

$LPIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 L(apd-dons + apd-hdons)_t + \alpha_2 LRF_t + \alpha_3 LCE_t + \mu_t$ avec α_0 une constante α_1 , α_2 et α_3 les coefficients de régression

2. Explication des choix des variables

Autre que ces variables d'intérêts plus haut expliquées dans la présentation du modèle de Douzounet, nous nous sommes fixés d'autres variables allant dans le sens de nos études. Entre autres on a :

La variable expliquée ou endogène : le PIB en termes courant et constant qui est le principal acteur de croissance économique.

Les variables explicatives ou exogènes :

- Aides Publiques au développement au Bénin (APD) représentant les aides octroyées au Bénin pour l'accompagner dans ces politiques économiques afin d'améliorer sa croissance économique.
- Les recettes fiscales de l'Etat, elles sont nécessaires pour habiliter l'Etat à assurer pleinement ses fonctions régaliennes.

- Les crédits à l'économie
- Apd-dons (dons comme instrument de l'APD).
- Apd-hdons (hors dons : prêts et allègement de dettes comme instruments de l'APD)

L'APD quant à elle, spécifiquement dans la vérification de l'hypothèse 2 sera désagrégée dans une deuxième équation en apd dons (programme/projet) et apd hdons (hors dons) c'est à dire les prêts (programme/projet) et allègement de dettes.

3. Dimension de la série et origines des données

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont des séries temporelles. Elles couvrent la période 1980-2012 soit 33 observations comme dans les normes (au moins 30 observations) et sont collectées auprès de différentes structures comme la MEF-DGAE (Ministère de l'Economie et des Finances-Direction Générales des Affaires Economiques), la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et la Banque Mondiale.

4. Estimations économétriques

Deux problèmes émergent lorsqu'un tel modèle est estimé sur données de panel:

- Le premier est relatif au choix de la spécification appropriée. Il s'agit de comparer les estimations du modèle à effets aléatoires à celles du modèle à effets fixes. Le test pratique utilisé dans ce cas est celui de Hausman (1978).
- Le second est celui de l'endogénéité et du choix approprié des instruments. Le soupçon d'endogénéité est confirmé par le test d'endogénéité de Hausman, tandis que le test de Sargan (1958) permet de juger de la validité des instruments.

5. Techniques d'analyses

Le logiciel Excel est utilisé pour réaliser les tableaux et les graphiques et le logiciel EVIEWS 7.0 est utilisé pour faire l'estimation des modèles économétriques.

6. Les tests d'analyse

• Test de stationnarité des séries

La non stationnarité se traduit par deux composantes : la présence de tendance déterministe (trend) et/ou de tendance stochastique (racine unitaire). La lecture du test se fait suivant deux volets :

- La significativité ou non du trend
- La présence ou non de racine unitaire : on teste les hypothèses suivantes :

Ho : présence de racine unitaire (non stationnaire)

H1 : absence de racine unitaire (stationnaire)

Si les séries ne sont pas stationnaires en niveau, elles sont différenciées dans le but de les stationnariser. Il y a alors cointégration entre les variables.

Cointégration de Johansen

- **Test de cointégration de Johansen**

L'idée qu'une relation d'équilibre de long terme puisse être définie entre variable pourtant individuellement non stationnaire est à l'origine de la cointégration. La théorie de la cointégration permet d'étudier des séries non stationnaires mais dont une combinaison linéaire est stationnaire.

Elle permet aussi de spécifier des relations stables à long terme tout en analysant conjointement la dynamique de court terme des variables considérées. La présence d'une relation d'équilibre entre les variables est testée formellement à l'aide de procédures statistiques dont les plus utilisées sont celles de -Engle et Granger, (1987) et de Johansen (1991). La condition d'utilisation du test de Engle et Granger (1987) est liée au fait que toutes les variables doivent être du même ordre d'intégration.

Pour Johansen (1988) le test peut être utilisé pour tous les cas de figures (même ordre d'intégration ou ordre différent d'intégration) avec :

$$\left\{ \begin{array}{l} H_0 : \text{non cointégration} \\ H_1 : \text{cointégration} \end{array} \right.$$

Il sera utilisé dans le présent travail le test de Johansen.

- **Test de normalité de Jarque-BERA**

Il s'agit ici du test de la vérification de normalité des erreurs. Ce test (1974) fondé sur la notion de Skewness (asymétrie) et de Kurtosis (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique. Il synthétise les résultats de Skewness et de Kurtosis.

- **Test de significativité**

Le test de significativité des variables explicatives est important. La significativité de chacune des variables indépendantes est déterminée par la lecture des probabilités critiques qui doivent être inférieures à 5% ou les « t-Statistic » en « valeur absolue » supérieures à

2,056. La significativité du modèle est déterminée à partir de la statistique de Fisher (probabilité est inférieure à 5%).

- **Test d'autocorrélation**

Il s'agit de corroborer si les erreurs sont auto-corrélées ou non. La statistique de Breusch-Godfrey donnée par $BG=nR^2$ suit un Khi-deux à p degré de liberté ddl où p représente les résidus, n les observations et R^2 le coefficient de détermination. On a :

Ho : Les erreurs sont corrélées ;

H1 : Les erreurs sont non corrélées

On accepte Ho si la probabilité est inférieure à 5% si non on la rejette.

- **Les tests de Cusum**

Brum, Durbin, Evans ont proposé en 1975 des tests de stabilité des coefficients basés sur des résidus récurrents. Ces tests sont des tests graphiques permettant d'accepter ou non l'hypothèse de stabilité. L'intérêt de ces tests réside dans le fait qu'ils permettent d'étudier la stabilité d'une régression sans définir à priori la date sur les coefficients. Ces tests résolvent le choix arbitraire du point de rupture du test de Chow. Si la courbe des observations sort du corridor, les coefficients du modèle sont instables. Dans le cas contraire les coefficients sont stables.

- **Test d'hétéroscédasticité**

Il est très important dans la mesure où il permet de découvrir et corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Parmi les nombres de tests existant pour la détection de l'hétéroscédasticité, celui de White présente :

Ho : Les erreurs sont hétéroscédastiques

H1 : Les erreurs sont homoscedastiques

On accepte Ho si la probabilité est inférieure à 5% et H1 si non.

PARTIE II

EFFET DE L'APD SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN : ANALYSES STATISTIQUES ET ECONOMETRIQUES DES VARIABLES

CHAPITRE 1 : ANALYSES STATISTIQUES ET ECONOMETRIQUES DE L'EVOLUTION DES VARIABLES

Cette section nous permettra d'analyser l'effet de l'aide sur la base des outils économétriques et de faire une analyse des différentes variables de l'étude.

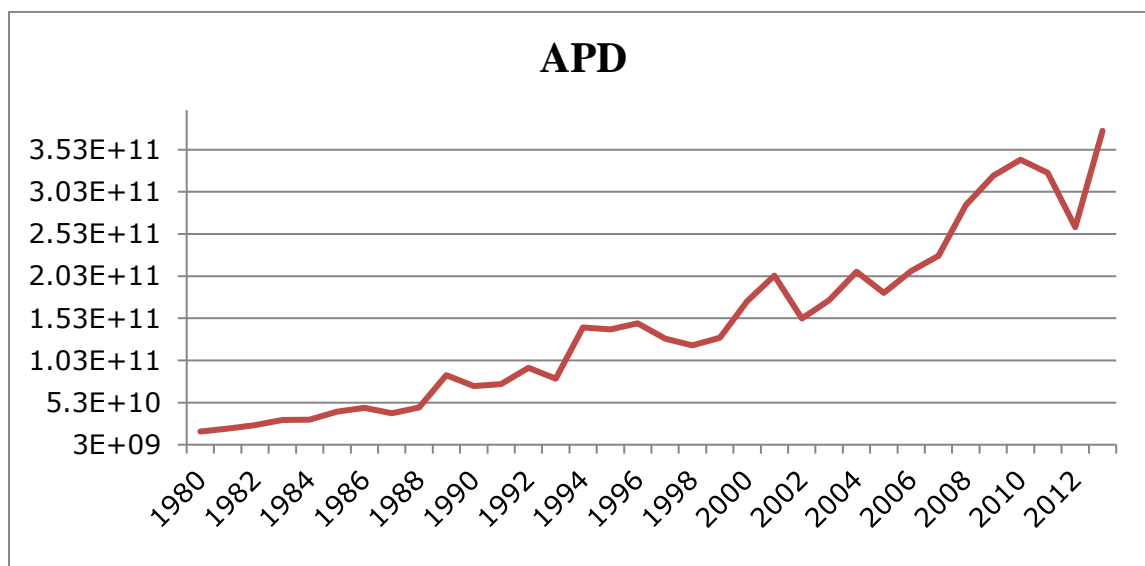
Section 1 : Analyse de l'évolution des variables

Paragraphe 1 : Evolution de l'APD

L'Afrique est le premier récepteur de l'aide avec 1/3 de l'APD, Sachant que l'Ethiopie reçoit le plus d'aide en volume avec près de 3,5 milliards de dollar, selon les données issues de la Banque Mondiale. L'APD nette à destination des pays Africains a été multipliée par 4 entre les années 1980 et 2010 : passant de 10,2 à 43 milliards de dollar. L'Afrique reste jusqu'à ce jour une priorité pour les pays du CEAD ainsi que les bailleurs multilatéraux.

Depuis 2004, l'APD accordée par les membres de l'OCDE aux Pays en Développement (PED) s'est inscrite globalement dans une évolution haussière : elle a fortement augmenté en 2004 et 2005, passant de 79 432 à 107 099 (en millions de dollars), les flux d'APD ont chuté en 2006 et 2007 du fait de la crise mondiale qui a mis les PTF en difficulté de financement, avant de reprendre leur progression en 2008 donc +17,4 % par rapport au niveau de 2007 . Le montant total de l'APD en 2008 est ainsi de 53 %, supérieur à celui enregistré en 2004. Les allègements de la dette des PTF ont joué un rôle important dans cette hausse globale, représentant ainsi 13,8 % des flux d'APD en moyenne sur la période 2004-2008.

Pour mieux appréhender l'évolution de l'APD au Bénin, l'analyse couvrira la période allant de 1980 à 2012.

Graphique 2 : Evolution de l'APD au Bénin

Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale 2015

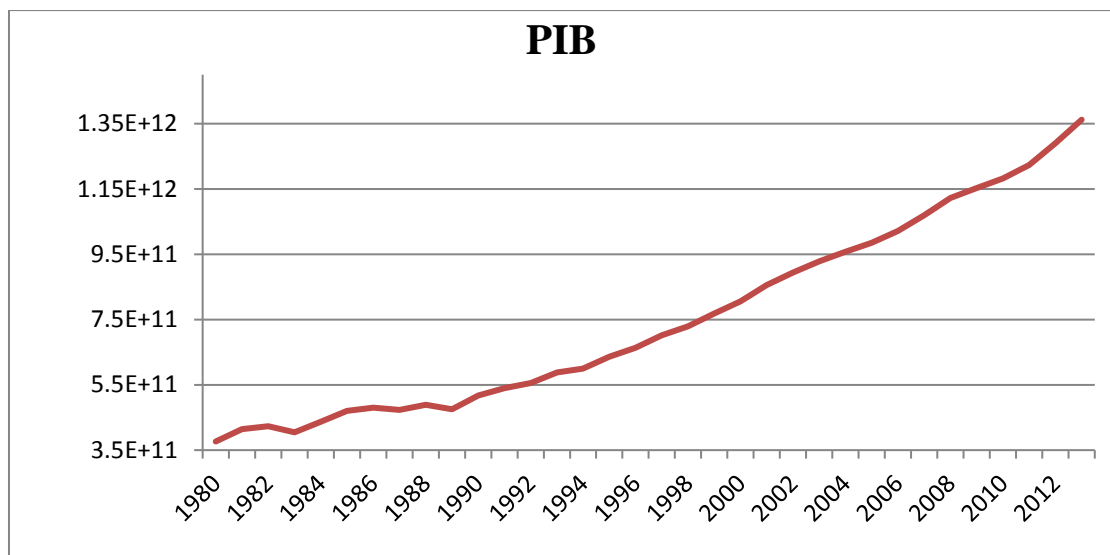
Le Bénin est un pays à développement humain faible où plus d'une personne sur trois vivent en dessous du minimum vital. Ainsi, les politiques mises en œuvre, notamment la SCRP (2003, 2005), n'ont pas permis d'enregistrer des progrès significatifs dans l'atteinte des cibles liées aux OMD. La faible performance de l'économie béninoise pourrait s'expliquer par le constat que l'APD ne permet pas de couvrir la totalité des besoins pour la réalisation des OMD.

Cependant le Bénin éprouve des difficultés à consommer les ressources mobilisées auprès des bailleurs de fonds. En effet, selon le PNUD le taux de consommation des ressources pour différents projets serait d'environ 62% alors que pour l'Etat béninois ce taux est inférieur à 50%. Sur l'ensemble de la période de cette étude (1980 à 2012), on constate que l'APD a augmenté, passant de 3E+09 en 1980 à 2,61048E+11 en 2012. Cette augmentation n'a pas été linéaire sur toute la période et on remarque des pics tout le long. C'est surtout dans les intervalles de 1996-1998, 2001-2002, 2004-2005 et 2010-2012 que l'APD a connu des chutes importantes.

Paragraphe 2 : Evolution du PIB

La croissance économique au Bénin à l'image de celles des économies des pays du tiers monde est caractérisée, de 1980 à 2012, par une évolution croissante et presque linéaire.

Graphique 3 : Evolution du PIB au Bénin



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale 2015

En effet on observe sur le graphique une évolution plus ou moins positive du PIB sur toute la période allant de 3,5E+11 en 1980 à 1,29E+12 en 2012 même si l'on constate quelque peu de légères baisses certainement dues aux différentes politiques économiques et aux réformes entreprises par l'Etat à ces différentes périodes. En effet ce graphique retrace la situation économique du Bénin en matière de richesse depuis 1980 jusqu'en 2010. Il nous permet de dire sur la période 1980 à 1989 que le Produit Intérieur Brut a légèrement augmenté. Il passe de 358,04 milliards à 517,58 milliards de FCFA, soit une augmentation moyenne annuelle de 3,766%. L'analyse de ce graphique nous montre que le PIB a relativement baissé entre 1984 et 1988. Ceci relève des taux de croissance réel annuel négatif à ces niveaux. Il est de -3,96% en 1984 et de -1,69% en 1988. Ce qui traduit effectivement la période de crise économique et financière que traversait le Bénin au cours de ces années.

A partir de 1991, la valeur du PIB monte jusqu'en 1993 pour entamer une phase de hausse rapide en 1994. En effet, au cours de la période allant de 1990 à 1996, cet agrégat passe de 517,58 milliards à 555,40 milliards de FCFA en 1993 puis à 635,95 milliards en 1996, soit une hausse moyenne annuelle de 3,395%. Enfin, sur la dernière sous

période allant de 1997 à 2012, le PIB réel montre également une évolution à la hausse avec un rythme presque linéaire. Les efforts de l'Etat dans l'accroissement du PIB sont donc appréciables.

Paragraphe 3 : Evolution des recettes fiscales

Les apports financiers extérieurs et les recettes fiscales exercent une influence grandissante sur les perspectives de développement et de croissance économique de l'Afrique. Ils ont quadruplé depuis 2000 et devraient dépasser la barre des 200 milliards de dollars (USD) en 2014. Les recettes fiscales, en hausse constante, ne doivent pas être considérées comme une alternative à l'aide étrangère mais comme une composante des recettes publiques qui augmentent à mesure que les pays se développent. Elles ont atteint 527,3 milliards USD en 2012 (BAD, OCDE, PNUD 2014).

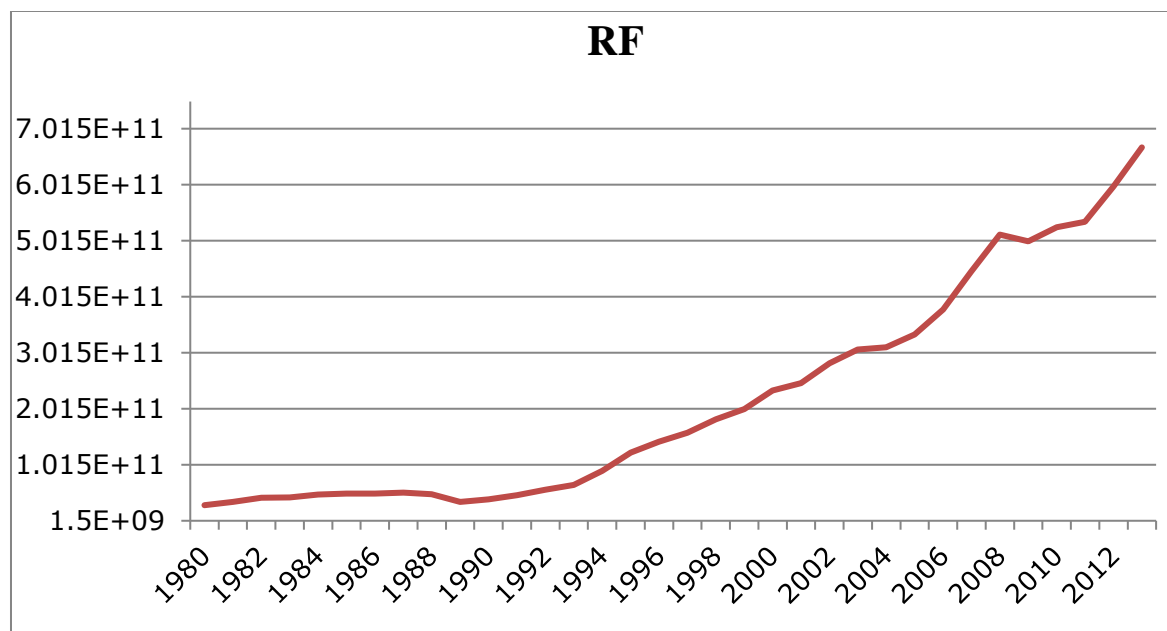
Le Bénin a vu ses recettes fiscales baissées dramatiquement pendant la crise des années 80. Les prélèvements opérés à cette époque sur l'économie sont passés de près de 60 milliards à un peu plus de 21 milliards hypothéquant ainsi la capacité de l'Etat à faire face aux dépenses publiques. Dans la logique d'optimiser les recouvrements d'impôts, l'Etat béninois a mis successivement en place différentes réformes. Les réformes ont conduit à confier à partir des années 90 à la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID) la charge du recouvrement des impôts, droits et taxes alors prérogative de la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique (DTCP). Une telle réforme qui vise l'amélioration des recettes fiscales s'est traduite par de nombreuses innovations dans les procédures de collecte des prélèvements fiscaux. (Ethique et l'évasion fiscale au Bénin, Denis ACCLASSATO)

Les recettes fiscales sont demeurées stables à 16.2 % du PIB entre 2009 et 2011 et les dépenses de l'Etat sont passées de 26.0 % à 21.9 % du PIB. Le ratio du déficit budgétaire global rapporté au PIB a été ramené à 1.6 % en 2010 et 0.6 % en 2011 après avoir atteint 4.3 % en 2009. Le déficit budgétaire est financé par un endettement intérieur et des appuis extérieurs à caractères concessionnels. Elles devraient légèrement progresser pour atteindre 16.3 % du PIB, soit une hausse de 0.1 point de pourcentage par rapport à 2011. (BAD, OCDE, PNUD 2012).

Selon les PME, toute politique fiscale poursuit des objectifs de court terme tels que la maximisation des recettes fiscales mais aussi des objectifs de long terme à savoir l'élargissement de la base fiscale, la réduction de la charge fiscale pour les contribuables et le renforcement de leur responsabilisation. La principale limite des systèmes fiscaux dans

les pays en développement a été de se focaliser sur l'objectif de court terme (Taube et Tadesse, 1996 et al.).

Graphique 4 : Evolution des Recettes Fiscales au Bénin

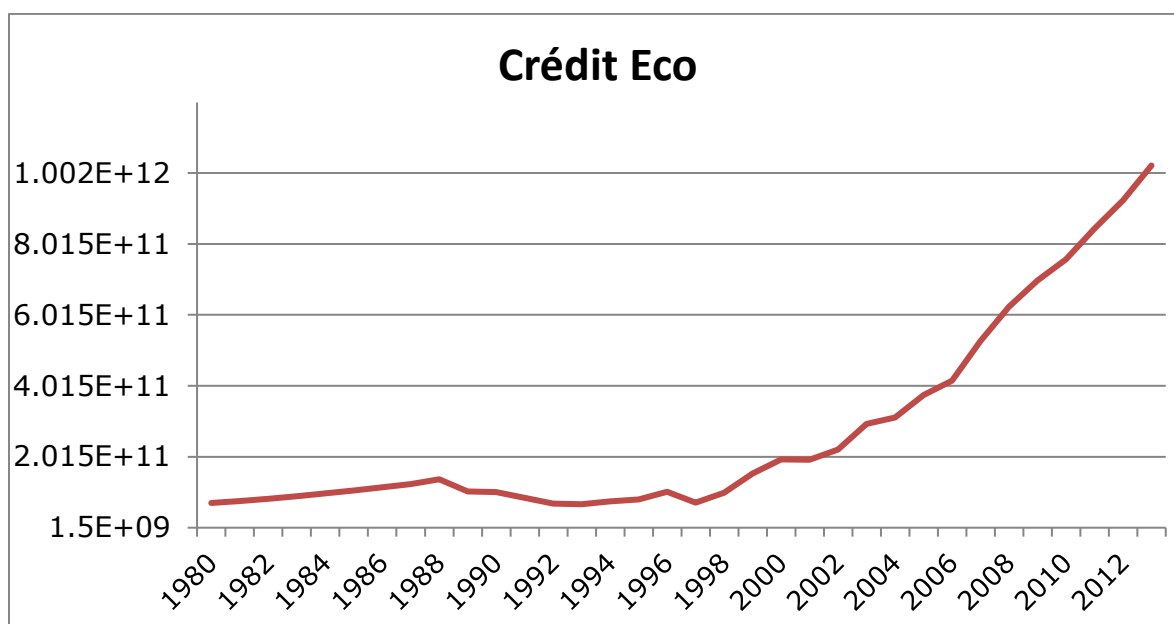


Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale 2015

Les recettes fiscales ont évolué de façon presque linéaire et presque constante de 1980 à 1990 avant de connaître son essor de croissance de 1990 jusqu'en 2012 après qu'il ait connu une légère chute entre 2008 et 2009 de $0,11702E+11$. Des recettes fiscales plus élevées ont plus de chance que l'APD de mener à une croissance durable dans le secteur public (Singer, 2012).

Paragraphe 4 : Evolution des crédits à l'économie

La création de banques spécialisées (banques d'affaires, d'investissement ou de développement), la mise en service des fonds de garantie et des sociétés de capital-risque ainsi que l'amélioration du cadre d'intervention des banques, notamment sur le plan judiciaire, constituent les principaux facteurs pouvant très rapidement stimuler l'activité bancaire en faveur des crédits à l'économie à long et moyen terme, nécessaire pour impulser davantage la croissance économique et répondre aux objectifs de lutte contre la pauvreté.

Graphique 5 : Evolution des crédits à l'économie au Bénin

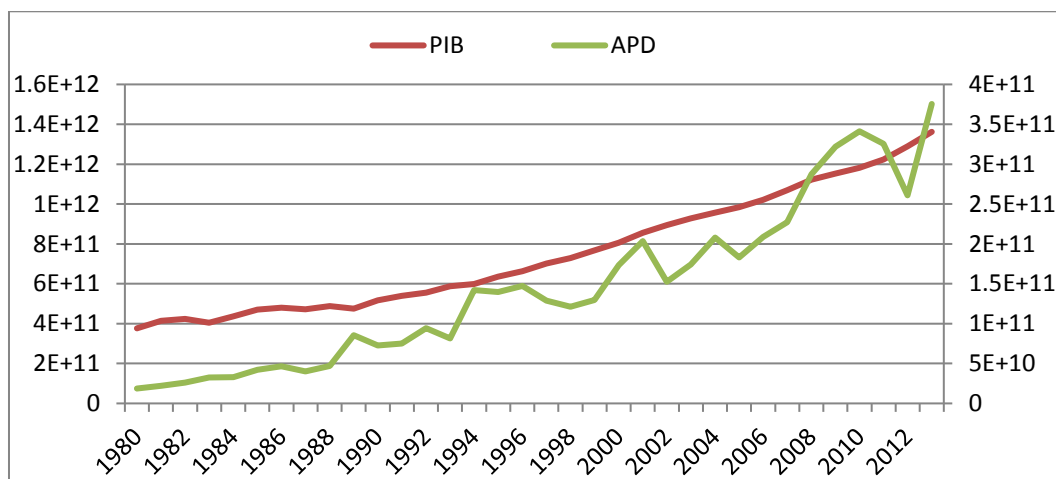
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale 2015

Ce graphe nous montre en réalité que les crédits à l'économie de 1980 à 1988 ont évolué croissement avec une pente très faible et à la suite en même temps de 1988 à 1997 a connu une chute plus ou moins faible c'est-à-dire dans la même proportion que l'accroissement récent. C'est à partir de cette année qu'on observe une hausse importante jusqu'à la fin de l'année 2012 variant de 71700000000 en 1998 à 9,2444E+11 en 2012.

Section 2 : Analyse de l'évolution combinée de variables

Paragraphe 1 : Evolution conjointe du PIB et de l'APD

Graphique 6 : Evolution conjointe du PIB et de l'APD au Bénin



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale 2015

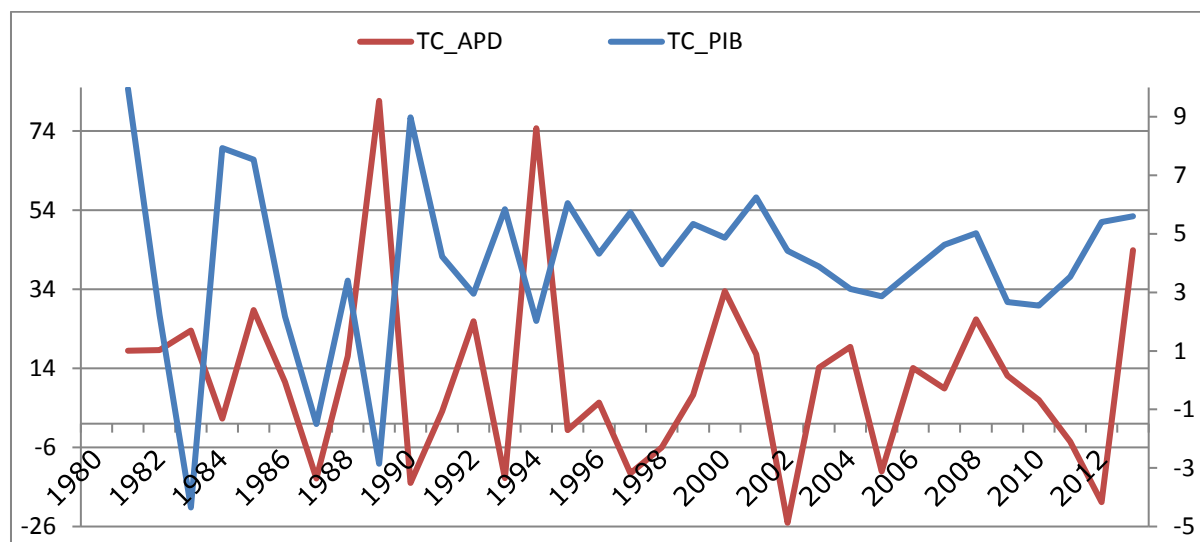
Ce graphique nous montre la contribution de l'APD sur la croissance du PIB au Bénin. Il ressort du graphique que de 1980 à 1988, l'évolution plus ou moins ascendante de l'APD n'a qu'un effet légèrement croissant sur le PIB, elle a donc un effet positif. De 1988 à 1989, elle a connu les valeurs de 47051083127 à 85452753124 alors que le PIB a connu une diminution de 0,13954E+11 donc un effet négatif. Dès lors, l'APD a commencé par croître en évoluant en dent de scie, c'est-à-dire avec des pics donc de brusques augmentations et de brusques diminutions alors que le PIB évolue dans sa croissance de façon approximativement linéaire. On en déduit qu'autre que l'APD, il existe d'autres variables comme les recettes fiscales et les crédits à l'économie qui contribuent eux aussi à la croissance du PIB alors que l'APD reste avec ses effets négatifs et positifs.

Paragraphe 2 : Evolution conjointe du taux de croissance du PIB et celui de l'APD

Graphique 7 : Evolution conjointe du taux de croissance du PIB et celui de l'APD au Bénin

Depuis 2012, le Bénin a renoué avec une croissance du PIB établie à 5,4% selon les statistiques officielles rendues publiques par le Ministère de l'Economie et des Finances en mars 2013. Cela fait suite à une décennie au cours de laquelle, la croissance économique a

oscillé autour de 4% depuis 2000. La période a été marquée par deux récessions profondes, avec des taux de croissance très bas de 2,9% et 2,6% respectivement en 2005 et 2010. Cette tendance à l'amélioration des performances économiques devrait se maintenir en 2013 et 2014 avec un taux de croissance estimé entre 5% et 5,5%. (Abel GBETOENONMON, 2013).



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale 2015.

De 1981 à 1993, le taux de croissance du PIB a connu des hausses importantes jusqu'à environ 9% et en même temps des chutes importantes au voisinage de -3% ; l'évolution a continué dans ce sens jusqu'en 2012 tandis que le taux de croissance de l'APD suivant la même tendance voisine 81% de hausse et -25% de chute. L'autre constat est que, excepté les quelques pics uniformes entre les deux taux de croissance c'est-à-dire allant dans le même sens, d'autres vont dans le sens contraire c'est-à-dire quand l'un connaît un pic supérieur, l'autre un inférieur. On conclut donc que l'APD a un effet positif d'une part et négatif d'autre part.

Tableau 2 : Statistique descriptive sur les variables

	PIB	APD	RF	CE
Moyenne	7.53E+11	1.46E+11	2.18E+11	2.74E+11
Médiane	6.82E+11	1.35E+11	1.51E+11	1.20E+11
Maximum	1.36E+12	3.75E+11	6.68E+11	1.02E+12
Minimum	3.76E+11	1.86E+10	2.93E+10	6.77E+10
Ecart-type	2.95E+11	1.02E+11	1.96E+11	2.81E+11

CHAPITRE 2 : MODELISATION ET INTERPRETATIONS

DES RESULTATS

Section 1 : Modélisation

Ce paragraphe détaille les différentes étapes suivies dans l'estimation des modèles MCO et MCE, de la stationnarité des variables à la validation des modèles.

Il s'agit de présenter ici les résultats des estimations du modèle qui seront suivis des interprétations subséquentes. L'ordre d'intégration des variables dans tout travail d'économétrie est important et pertinent. Rappelons que les variables du modèle sont : LPIB, LAPD, LRF et LCE. Le modèle spécifié se présente comme suit :

$$LPIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 LAPD_t + \alpha_2 LRF_t + \alpha_3 LCE_t + \mu_t$$

Rappelons aussi que les signes attendus pour les coefficients α_1 , α_2 et α_3 des variables explicatives du modèle selon la théorie économétrique sont positifs.

Tableau 3 : Matrice de corrélation entre les variables

	LPIB	LAPD	LRF	LCE
LPIB	1	0,949626	0,985911	0,8947559
LAPD	0,949626	1	0,922956	0,770863
LRF	0,985911	0,922956	1	0,8771373
LCE	0,894755	0,770863	0,877137	1

La corrélation est forte entre le PIB et les autres variables explicatives car les coefficients avoisinent 1 et également entre APD et RF et elle est parfaite au sein de la même variable.

Tableau 4 : Test de stationnarité du modèle

<i>Variables</i>	<i>Test de stationnarité à niveau</i>		<i>Test de stationnarité en différence première</i>	
	<i>Prob.</i>	<i>Conclusion</i>	<i>Prob.</i>	<i>Conclusion</i>
LPIB	0,9792	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire
LAPD	0,1624	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire
LRF	0,9366	Non stationnaire	0,0116	Stationnaire
LCE	0,9944	Non stationnaire	0,0007	Stationnaire
LAPD-DON	0,0001	Stationnaire avec tendance	-	-
LAPD-HDON	0,0003	Stationnaire avec tendance	-	-

Paragraphe 1 : Modélisation de l'équation 1

Les variables de l'étude sont stationnaires en différence première.

1. Test de cointégration de Johansen

L'analyse du test de cointégration de Johansen fait apparaître l'existence d'une relation de cointégration au seuil de 5% entre les variables du modèle. Nous estimons donc le modèle par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) pour le long terme et le modèle à correction d'erreur (MCE) pour le court terme. Le rang de cointégration est de 1, on accepte donc l'hypothèse de cointégration entre les variables, les variables sont cointégrées au seuil de 5%. Quand bien même le nombre de variables dépasse deux, nous pouvons alors estimer un modèle à correction d'erreur en deux étapes d'Engle-Granger étant donné qu'il y a une seule relation de cointégration. (Annexe 2.1)

2. Estimation du modèle à correction d'erreur en deux étapes

Etape 1 : estimation par les MCO de la relation de long terme (annexe 2.2)

Ces différents graphiques montrent que le modèle de relation de long terme est ponctuellement et structurellement stable.

Il s'agit de test CUSUM et CUSUM carré de stabilité. Les résultats obtenus après instruction sous Eviews 7 montrent que les courbes respectives sur le test CUSUM et CUSUM carré de stabilité ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement stable et ponctuellement stable sur chacun. (Annexe 2.2)

Etape 2 : estimation par les MCO de la relation du court terme (relation dynamique)

L'estimation du modèle de court terme permet d'avoir l'effet immédiat d'une politique macroéconomique sur un phénomène étudié. Il s'agit ici d'observer comment les variables explicatives de notre modèle affectent la croissance du PIB réel au Bénin. Pour estimer la relation du court terme, on récupère les résidus du long terme. Le modèle est estimé avec la valeur retardée d'une période (erreur(-1)).

La validation du modèle ne l'est pas totalement car l'hypothèse de non corrélation des résidus dans MCO est violée. (Annexe 2.3)

3. Test d'autocorrélation des résidus

On applique le LM-test (test de Breush-Godfrey) pour confirmer si les erreurs sont autocorrélées. La probabilité est supérieure à 5% (la probabilité est égale à 0,4499) alors il y a absence d'autocorrélation des erreurs. (Annexe 2.3)

Le corrélogramme valide le fait que les résidus sont autocorrélés. Nous allons le corriger par le processus ARMA.

Estimation avec le processus ARMA

On a eu le processus MA(1)

La force de rappel est négative et significative, le mécanisme à correction d'erreur est donc valide. Notre coefficient de force de rappel = -0,465205 implique qu'on arrive à ajuster 46,52% du déséquilibre entre le niveau désiré et effectif du PIB (effet « feed back »). En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année est entièrement résorbé au bout de $(1/0,465205) = 2,15$ années. Le temps d'ajustement est donc d'environ 2ans 2mois. (Annexe 2.4)

4. Tests de validité du modèle. (Annexe 2.4)

La probabilité du test est supérieure à 0,05 ; nous acceptons donc l'hypothèse H0 de normalité des résidus.

La probabilité du test (0,186) est supérieure à 0,05 ce qui confirme l'hypothèse H0 d'absence d'autocorrélation.

Les résidus sont homoscedastiques car la probabilité « P » de la statistique du test (Obs*R-squared) valide l'hypothèse nulle d'absence d'hétéroscédasticité ($P=0,950 > 0,05$).

Commentaire de la relation de long terme

Etant donné qu'il existe une relation de cointégration entre les variables en jeux la relation de MCO de long terme n'est donc pas une régression fallacieuse et par conséquent les coefficients de cette relation peuvent être analysés.

Dependent Variable: LPIB				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	16.36040	0.260315	62.84843	0.0000
LAPD	0.144471	0.022181	6.513219	0.0000
LRF	0.201116	0.024194	8.312647	0.0000
LCE	0.080486	0.017087	4.710488	0.0001
R-squared	0.990024	Mean dependent var		27.27246
Adjusted R-squared	0.989026	S.D. dependent var		0.392051
S.E. of regression	0.041069	Akaike info criterion		-3.436987
Sum squared resid	0.050600	Schwarz criterion		-3.257416
Log likelihood	62.42879	Hannan-Quinn criter.		-3.375748
F-statistic	992.4092	Durbin-Watson stat		1.226476
Prob(F-statistic)	0.000000			

Des résultats de nos estimations, il ressort que toutes nos trois variables que sont, l'aide publique au développement, des recettes fiscales et des crédits à l'économie ont chacune un effet significatif (seuil de 5%) et positif sur la croissance économique au Bénin. Si l'aide publique au développement subit une augmentation de 10%, la croissance à son tour va varier de 1,44%. Sur la même logique les recettes fiscales à long terme feront croître l'économie de 2,01%. Par ailleurs l'impact du crédit à l'économie est de 8,04% sur la croissance économique si elle-même croit de 100%.

Le pouvoir explicatif du modèle est de 99%, il s'en suit que la combinaison de l'aide publique au développement, des recettes fiscales et du crédit à l'économie détermine la production nationale à 99%. Notre modèle est globalement significatif au seuil de 5%.

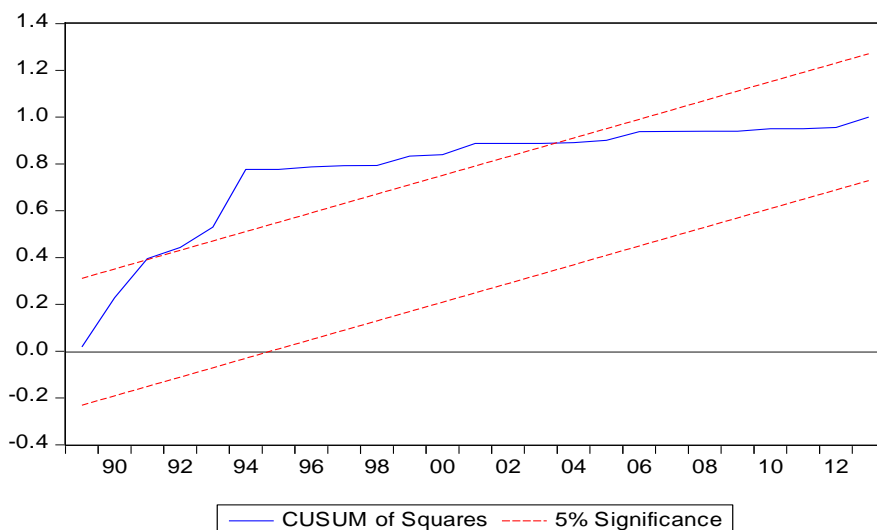
Paragraphe 2 : Modélisation de l'équation 2

L'apd a été désagrégée en adp-don et apd-hdon, ces deux variables sont stationnaires à niveau avec tendance. En vue de faire un MCO, nous avons enlevé la tendance par la récupération des résidus, lesquels résidus sont à leur tour stationnaires sans tendance.

Estimation par les MCO

Dependent Variable: D(LPIB)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.028521	0.006735	4.234578	0.0002
LAPD_DON_RESID	-0.000288	0.002959	-0.097261	0.9232
LAPD_HDON_RESID	-0.001176	0.002134	-0.551066	0.5860
D(LRF)	0.112395	0.047886	2.347117	0.0262
D(LCE)	-0.002196	0.031265	-0.070226	0.9445
R-squared	0.230449	Mean dependent var		0.038969
Adjusted R-squared	0.120513	S.D. dependent var		0.028663
S.E. of regression	0.026881	Akaike info criterion		-4.256094
Sum squared resid	0.020232	Schwarz criterion		-4.029350
Log likelihood	75.22555	Hannan-Quinn criter.		-4.179802
F-statistic	2.096212	Durbin-Watson stat		2.102588
Prob(F-statistic)	0.107965			

1. Stabilité du modèle



Le test de cusum carré montre que le modèle est ponctuellement instable pour cela nous générons une variable DUMMY (variable indicatrice) sur la période 2008-2013. Dummy prend la valeur 1 de 2008 à 2013 et la valeur 0 sur les autres années. En plus de la variable dummy, deux variables d'influence statistique ont été générées par le test d'influence

statistique ce qui permet de résoudre les problèmes de spécification et des valeurs aberrantes prises par certaines variables dans le modèle. De plus Dummy et les variables d'influence permettent de stabiliser notre modèle.

2. Estimation du modèle stabilisé

Après estimation du modèle avec la variable indicatrice dummy et les variables d'influence statistique, le modèle est présentement stable structurellement et ponctuellement. On note aussi une amélioration de la significativité de certaines variables et une augmentation du pouvoir explicatif du modèle. (Voir annexe 3)

2.1 Test de stabilité

Ces différents graphiques montrent que le modèle de relation de court terme est ponctuellement et structurellement stable. (Annexe 3)

Il s'agit de test CUSUM et CUSUM carré de stabilité. Les résultats obtenus après instruction sous Eviews 7 montrent que les courbes respectives sur le test CUSUM et CUSUM carré de stabilité ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement stable et ponctuellement stable sur chacune.

2.2 Tests de validité du modèle. (Annexe 3)

La probabilité du test est supérieure à 0,05 ; nous acceptons donc l'hypothèse H0 de normalité des résidus.

La probabilité du test (0,496) est supérieure à 0,05 ce qui confirme l'hypothèse H0 d'absence d'autocorrélation.

Les résidus sont homoscedastiques car la probabilité « P » de la statistique du test (Obs*R-squared) valide l'hypothèse nulle d'absence d'hétéroscedasticité ($P=0,153 > 0,05$).

Commentaire des résultats du modèle validé par rapport à l'équation 2

Dependent Variable: D(LPIB)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.027782	0.001871	14.84643	0.0000
LAPD_DON_RESID	0.000256	0.000728	0.350826	0.7287
LAPD_HDON_RESID	-0.001504	0.000514	-2.923497	0.0073
D(LRF)	0.140968	0.012659	11.13534	0.0000
D(LCE)	-0.009552	0.007322	-1.304521	0.2039
INFLU1	-0.080794	0.003620	-22.31929	0.0000
INFLU2	-0.008734	0.000841	-10.38503	0.0000
DUMMY	-0.001513	0.002980	-0.507530	0.6162
R-squared	0.963476	Mean dependent var		0.038969
Adjusted R-squared	0.953249	S.D. dependent var		0.028663
S.E. of regression	0.006198	Akaike info criterion		-7.122109
Sum squared resid	0.000960	Schwarz criterion		-6.759319
Log likelihood	125.5148	Hannan-Quinn criter.		-7.000041
F-statistic	94.21118	Durbin-Watson stat		1.964148
Prob(F-statistic)	0.000000			

L'analyse de ce tableau montre que les dons de l'APD ont un effet positif mais non significatif alors que les hors dons de l'APD ont un effet négatif, Il en est de même en terme d'effet pour les recettes fiscales et les crédits à l'économie. On en déduit que l'APD dons et l'APD hors dons influent respectivement les recettes fiscales et les crédits à l'économie. L'influence positive et significative de ces variables sur le PIB du pays se conforme en partie à l'atteinte des OMD et des réformes de l'Etat par l'augmentation de l'APD.

Section 2 : Vérification des hypothèses et recommandations

Paragraphe 1 : vérification des hypothèses

Cette partie nous permettra de vérifier si les résultats théoriques confirment les études empiriques. En nous inspirant des résultats d'estimation du modèle de long terme et de celui du court terme présentés, il revient d'analyser, d'interpréter économiquement ces résultats tout en vérifiant en avance si les résultats sont conformes à la théorie et aux hypothèses avancées, c'est à dire en nous référant dans la mesure du possible à la revue de littérature afin de vérifier si notre étude théorique confirme ou infirme les études empiriques. Ce recours à la revue économique va permettre de savoir aussi, si la théorie économique est vérifiée ou non et amènera aux implications de politique économique.

Les conclusions de l'analyse des résultats issus des estimations des modèles nous ont permis de valider les hypothèses en partie :

- ✓ L'APD influence positivement et significativement la croissance économique au Bénin.

L'APD influence positivement et significativement la croissance au Bénin au seuil de 5% à long terme.

- ✓ Spécifiquement les dons comme instruments de l'APD contribuent plus à la croissance économique béninoise.

Cette hypothèse est valide sur toute sa forme actuelle.

Les hypothèses du travail sont donc validées ; en conséquence, l'aide est efficace au Bénin.

Paragraphe 2 : Recommandations

A la lumière des résultats au terme de cette étude, il ressort que les aides publiques au développement sont efficaces. Ces conclusions ne nous empêchent pas quand même de faire quelques recommandations et suggestions qui, loin de se borner au cadre de la présente étude, vont bien au-delà, dans le simple but de faire développer le pays, d'améliorer considérablement la croissance économique et de réduire la pauvreté. L'APD étant positif mais la significativité a été de règle qu'à long terme, il faudra que l'Etat affecte ces aides dans les secteurs productifs comme l'agriculture, le capital humain et les infrastructures

routières, des secteurs socles des activités économiques donc de la croissance économique. Il ne s'agira pas simplement d'affecter à ces secteurs mais en s'assurant de la bonne gestion dans l'induction réelle d'effets positifs et significatifs sur la croissance économique du Bénin. Dans ce sens, il faudra éliminer les facteurs de contre-performance dans l'usage des APD. Aussi l'Etat doit mettre en pratique de bonnes politiques macroéconomiques. En effet, le Bénin doit mettre en œuvre une politique budgétaire qui puisse favoriser l'efficacité de l'aide et accélérer son ouverture extérieure, développer des stratégies visant à doter le Bénin de bonnes institutions. Ensuite, la lutte contre la corruption et le détournement des fonds d'aide s'avère importante ce qui implique la mise en place d'une meilleure gouvernance. Douzounet Mallaye par le biais de son modèle a insisté sur la notion de gouvernance dans l'efficacité de l'APD. Cela suppose une bonne réglementation, un Etat de droit de qualité, une corruption nulle et l'amélioration du climat des affaires. Assurer la veille à la cohérence des politiques économiques entre les pays « donneurs » et les pays « receveurs » et améliorer la capacité d'absorption de l'aide par l'Etat en mobilisant plus de ressources dans des projets plus durables. Enfin, concentrer les aides dans un secteur chaque année pour ne pas dire à chaque apport de l'APD et que l'Etat opte beaucoup plus pour les dons, cet instrument de l'APD qui explique plus l'APD au Bénin que les prêts et allègement de dettes.

CONCLUSION

Avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement, la croissance économique est au centre de tous les débats relatifs au développement. Notons que depuis son indépendance, le Bénin a bénéficié de multiples appuis financiers de l'extérieur en vue d'amorcer une croissance économique durable et d'assurer le bien être de sa population. L'APD occupe donc une place importante dans le processus de financement de l'économie béninoise. En dépit de ces appuis financiers et parfois techniques très importants, la croissance économique tarde à prendre un essor réellement significatif de nos jours.

Partant de l'hypothèse que la croissance économique assure le bien être, dans quelle mesure l'aide publique au développement a-t-elle un effet sur la croissance économique ? En effet, plusieurs auteurs dont Ebeke, 2012; Pandey et al, 2012; Ratha et al, 2011 ont prouvé de manière empirique que l'efficacité de l'aide dépend de la qualité des politiques économiques. Ceci semble logique, car dans un pays corrompu il semble difficile de mener des projets efficaces. Malgré plusieurs critiques sur les hypothèses de ces deux modèles, l'efficacité de l'aide conditionnelle à la qualité des politiques économiques fonctionne plutôt bien. Par ailleurs, l'efficacité de l'aide ne peut pas être conditionnée à la seule hypothèse de bonnes politiques économiques dans un pays et plusieurs autres auteurs défendent les hypothèses telles que ; la vulnérabilité face aux chocs externes, l'instabilité sociopolitique, la volatilité des flux d'aide et la capacité d'absorption.

A cet effet, deux objectifs spécifiques sont retenus et se présentent comme suit : Etablir le lien entre l'APD et la croissance économique béninoise, déterminer les instruments de l'APD expliquant la croissance économique au Bénin. Le modèle de Douzounet sur la gouvernance à propos de l'aide a été brièvement décrit et un modèle qui a fait objet de nos analyses de type Cobb-Douglass a suscité deux équations avec les variables explicatives telles que : l'APD, les Recettes Fiscales, les crédits à l'économie dans la première équation et la différence à la deuxième est que l'APD a été désagrégé en apd-dons et apd-hdons(hors dons) et la variable expliquée est le PIB. Il ressort des estimations économiques des MCO et MCE sur le modèle que l'aide publique au développement influence à long terme positivement et significativement la croissance économique et que les dons de l'APD contribuent plus à la croissance économique que les hors dons, c'est-à-dire que les prêts et allègement de dettes.

Ces estimations ont été possibles grâce aux logiciels de traitement de données EXCEL et EViews 7.

Au terme de l'étude, il en est ressorti que l'aide est liée positivement à la croissance économique à long terme, elle a une influence significative sur la croissance au seuil de 5% et les dons sont préférables aux prêts et allègement de dettes. L'aide est donc en partie efficace au Bénin et en vue de réorganiser l'usage des aides, cela supposera une bonne réglementation, un Etat de droit de qualité, une corruption nulle et l'amélioration du climat des affaires. Assurer la veille à la cohérence des politiques économiques entre les pays « donateurs » et les pays « receveurs » et améliorer la capacité d'absorption de l'aide par l'Etat en mobilisant plus de ressources dans des projets plus durables, concentrer les aides dans un secteur chaque année pour ne pas dire à chaque apport de l'APD.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

❖ OUVRAGES, DOCUMENTS ET RAPPORTS

- AFD, Jumbo, 2007: rapport sur Problématique du Financement des OMD au Bénin: études et documents n° 001/2009.
- Apports financiers extérieurs et recettes fiscales en Afrique, perspectives économiques en Afrique ; BAD, OCDE, PNUD 2014.
- AGENOR (1997), « Développement macroeconomic », Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Gastonfils LONZO LUBU, optimal size of government in the democratic republic of congo, University of Kinshasa; 17. December 2014.
- CAPOD, Projet de renforcement des capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement, Problématique de financement des OMD au Bénin ; Claude D'ALMEIDA Consultant, 2009.
- Ethique et évasion fiscale au Bénin, Denis ACCLASSATO, Université d'Abomey-Calavi & Laboratoire d'Economie d'Orléans.
- DOUCOURE Fodiyé Bakary, Méthodes économétriques + programme cours application des logiciels : EVIEWS, STATA et SPSS ; (2008).
- Social Watch Benin, Rapport Bénin 2010.
- Chauvet L et Guillaumont P., 2004a, "Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability, and Political Instability", in Tungodden, B., N. Stern et I. Kolstad (dir.pub.), Towards Pro-Poor Policies – Aid, Institutions and Globalization, World Bank / Oxford University Press, New York.
- Rapport de suivi de l'éducation pour tous, 2012.
- Rapport Européen sur le Développement, 2013.
- Les personnes: migration de la main d'œuvre, Rapport Européen sur le développement 2013.
- Toupictionnaire.
- Abel GBETOENONMON ; Le Bénin en Afrique de l'ouest : visions, défis et contraintes économiques, Novembre 2013.
- Cohen D et al. 2006, « La France et l'Aide Publique au Développement », Rapport en PAO au Conseil d'Analyse Économique.

- Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement du Bénin (PCNUAD 2009-2013).
- Groupe sur Efficacité l'aide au Bénin, Etat des lieux sur l'Efficacité de l'Aide et la mise en œuvre de la déclaration de Paris au Bénin, (2006).
- Johansen S. and Juselius K, (1990), "Maximum likelihood estimation and inference on cointegration; with application to the demand for money", Oxford Bulletin of Economics and Statistics, Vol.51.
- OCDE, (2009), Base de données sur les activités d'aide, Statistiques en ligne sur le développement international
- PNUD (2006), rapport sur le développement humain au Bénin, Cotonou, Bénin.
- Dickey D. and Fuller. W.A., 1981, « Likelihood Ratio Statistics for Autoregressive Time Series with a Unit Root », *Econometrica*, Vol.49, 1057-1072.
- Documentation des résultats de la mise en œuvre des principes de l'efficacité de l'aide dans le domaine de la santé, Etude de cas du Bénin, version final, (2011).
- Ivan Illich *Dans le miroir du Passé - Conférences et discours, 1978-1990*

❖ MEMOIRES

- DOUZOUNET Mallaye, Aide Publique au Développement, Gouvernance et Croissance Economique, Université de Yaoundé II (CEREG).
- Malam Maman Nafiou, Impact de l'Aide Publique au Développement sur la Croissance Economique du Niger, Vol.3.No.2, (2009).
- Myriam BEN SAAD, Quelle efficacité d l'Aide Publique au Développement ? Le cas du GHANA, dumas-00762127, version 1, (2012), www.memoireonline.com.
- B. AGBKOU BLEKE et Manuela R. ALOKPO, aides publiques au développement et la croissance économique du Bénin ; licence FASEG UAC 2013-2014.
- Boris SOSSOU et A. Nancy F. HONVOH, efficacité de l'aide publique au développement au Bénin de 1982 à 2011 ; licence FASEG UAC 2013.

ANNEXES

Annexe 1 : Test de stationnarité sur nos variables

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 8 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.407016	0.9792
Test critical values: 1% level	-3.724070	
5% level	-2.986225	
10% level	-2.632604	

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.807465	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

Null Hypothesis: LAPD has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 4 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.356092	0.1624
Test critical values: 1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

Null Hypothesis: D(LAPD) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.142183	0.0000
Test critical values: 1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: LRF has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.138294	0.9366
Test critical values: 1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: D(LRF) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.592952	0.0116
Test critical values: 1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: LCE has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.907275	0.9944
Test critical values: 1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

Null Hypothesis: D(LCE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.686984	0.0007
Test critical values: 1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: LAPD_DON has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.087842	0.0001
Test critical values: 1% level	-4.262735	
5% level	-3.552973	
10% level	-3.209642	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LAPD_DON)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LAPD_DON(-1)	-1.111722	0.182613	-6.087842	0.0000
C	24.79312	4.085196	6.069016	0.0000
@TREND(1980)	0.128709	0.039029	3.297749	0.0025

Dependent Variable: LAPD_DON
 Method: Least Squares
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	22.29448	0.572573	38.93737	0.0000
@TREND	0.116328	0.029827	3.900085	0.0005

Null Hypothesis: LAPD_DON_RESID has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.087842	0.0001
Test critical values: 1% level	-4.262735	
5% level	-3.552973	
10% level	-3.209642	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LAPD_DON_RESID)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LAPD_DON_RESID(-1)	-1.111722	0.182613	-6.087842	0.0000
C	0.020864	0.623807	0.033447	0.9735
@TREND(1980)	-0.000616	0.032027	-0.019223	0.9848

Null Hypothesis: LAPD_HDON has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.609289	0.0003
Test critical values: 1% level	-4.262735	
5% level	-3.552973	
10% level	-3.209642	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LAPD_HDON)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LAPD_HDON(-1)	-1.127450	0.200997	-5.609289	0.0000
C	26.00891	4.754987	5.469818	0.0000
@TREND(1980)	0.124047	0.048929	2.535218	0.0167

Dependent Variable: LAPD_HDON
 Method: Least Squares
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	22.97684	0.821894	27.95597	0.0000
@TREND	0.116463	0.042815	2.720138	0.0105

Null Hypothesis: LAPD_HDON_RESID has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.609289	0.0003
Test critical values:		
1% level	-4.262735	
5% level	-3.552973	
10% level	-3.209642	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LAPD_HDON_RESID)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LAPD_HDON_RESID				
(-1)	-1.127450	0.200997	-5.609289	0.0000
C	0.118502	0.897462	0.132041	0.8958
@TREND(1980)	-0.007260	0.046348	-0.156636	0.8766

Annexe 2 : annexe du modèle 1

Annexe 2.1 : Test de cointégration de Johansen

Sample (adjusted): 1982 2013
 Included observations: 32 after adjustments
 Trend assumption: Linear deterministic trend
 Series: LPIB LAPD LRF LCE
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized	Trace	0.05		
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.523727	51.07349	47.85613	0.0242
At most 1	0.443842	27.33701	29.79707	0.0936
At most 2	0.234119	8.562530	15.49471	0.4074
At most 3	0.000850	0.027223	3.841466	0.8689

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Annexe 2.2 : estimation de la relation de long terme

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

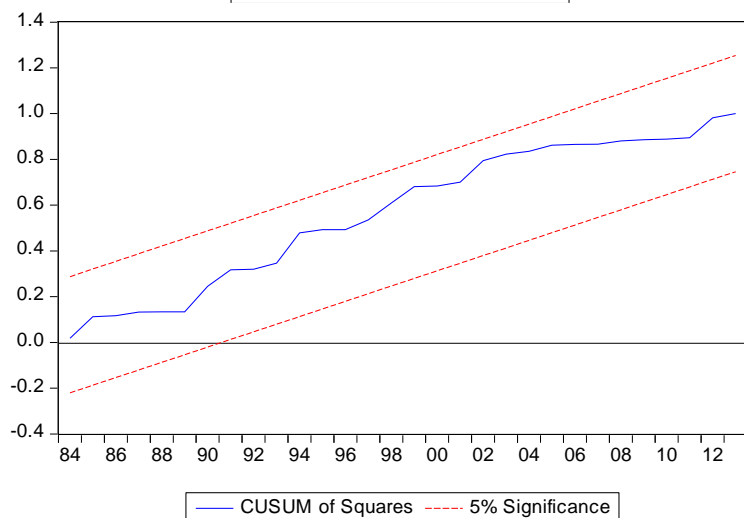
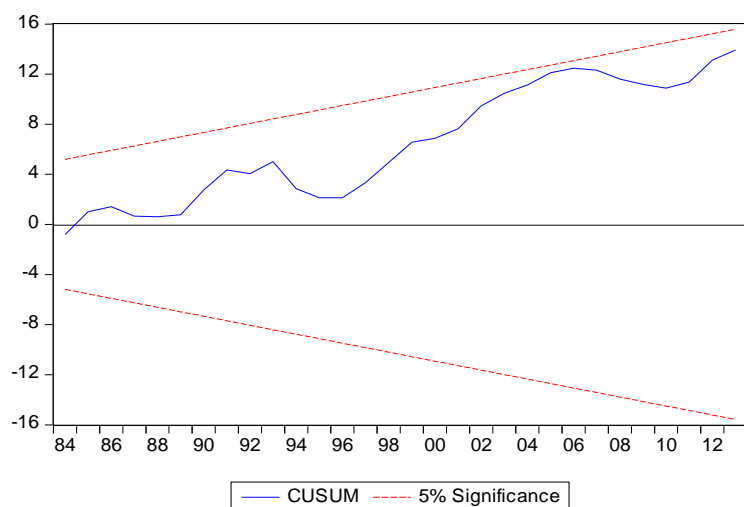
Sample: 1980 2013

Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	16.36040	0.260315	62.84843	0.0000
LAPD	0.144471	0.022181	6.513219	0.0000
LRF	0.201116	0.024194	8.312647	0.0000
LCE	0.080486	0.017087	4.710488	0.0001

R-squared	0.990024	Mean dependent var	27.27246
Adjusted R-squared	0.989026	S.D. dependent var	0.392051
S.E. of regression	0.041069	Akaike info criterion	-3.436987
Sum squared resid	0.050600	Schwarz criterion	-3.257416
Log likelihood	62.42879	Hannan-Quinn criter.	-3.375748
F-statistic	992.4092	Durbin-Watson stat	1.226476
Prob(F-statistic)	0.000000		

Test de stabilité



Annexe 2.3 : estimation de la relation du court terme

Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.024940	0.007119	3.503058	0.0016
ERREUR(-1)	-0.271518	0.131815	-2.059837	0.0488
D(LAPD)	-0.006640	0.024822	-0.267520	0.7910
D(LRF)	0.151607	0.045123	3.359885	0.0023
D(LCE)	0.000539	0.027753	0.019406	0.9847
R-squared	0.361689	Mean dependent var		0.038969
Adjusted R-squared	0.270502	S.D. dependent var		0.028663
S.E. of regression	0.024481	Akaike info criterion		-4.443076
Sum squared resid	0.016782	Schwarz criterion		-4.216333
Log likelihood	78.31076	Hannan-Quinn criter.		-4.366784
F-statistic	3.966449	Durbin-Watson stat		1.790685
Prob(F-statistic)	0.011303			

Test d'autocorrélation des résidus

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	3.975152	Prob. F(2,26)	0.0312
Obs*R-squared	7.727767	Prob. Chi-Square(2)	0.0210

corrélogramme des résidus

Sample: 1981 2013
 Included observations: 33

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	-0.078	-0.078	0.2212	0.638
		2	0.412	0.409	6.5511	0.038
		3	0.007	0.070	6.5531	0.088
		4	0.342	0.216	11.198	0.024
		5	-0.029	-0.025	11.233	0.047
		6	0.097	-0.136	11.638	0.071
		7	0.118	0.133	12.257	0.092
		8	-0.041	-0.114	12.334	0.137
		9	0.017	-0.079	12.348	0.194
		10	-0.023	0.036	12.374	0.261
		11	0.006	-0.061	12.375	0.336
		12	0.024	0.122	12.408	0.413
		13	-0.025	0.010	12.445	0.492
		14	-0.039	-0.133	12.535	0.563
		15	-0.088	-0.060	13.028	0.600
		16	-0.059	-0.097	13.266	0.653
		17	-0.108	-0.065	14.111	0.659
		18	-0.047	0.055	14.279	0.711
		19	-0.096	-0.044	15.045	0.720
		20	-0.071	-0.012	15.492	0.748
		21	-0.108	-0.015	16.623	0.734
		22	-0.114	-0.124	17.983	0.707
		23	-0.086	-0.014	18.830	0.711
		24	-0.124	-0.074	20.793	0.651

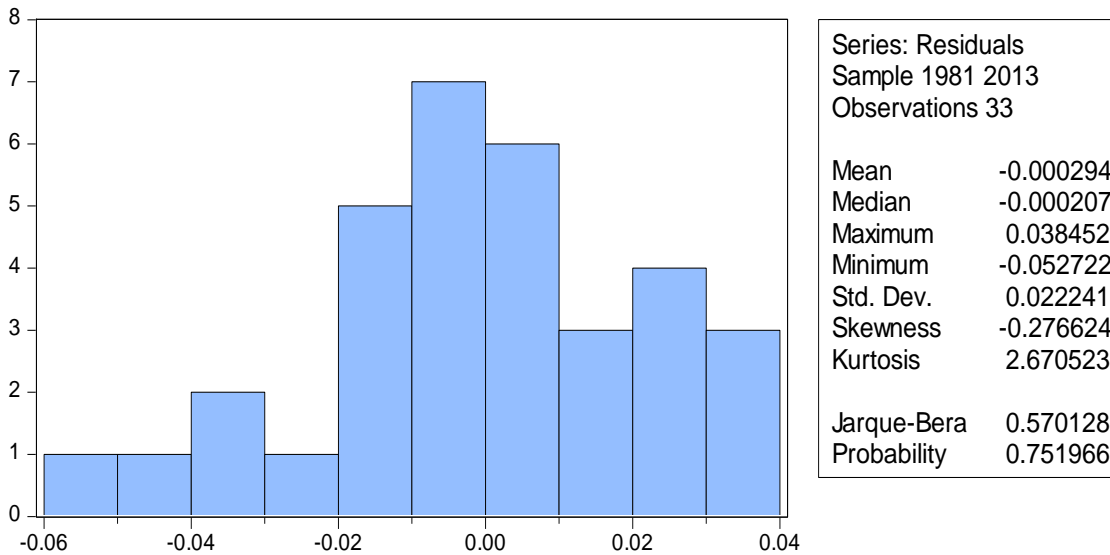
Annexe 2.4 : Estimation avec le processus ARMA

Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Sample (adjusted): 1981 2013
 Included observations: 33 after adjustments
 Convergence achieved after 10 iterations
 MA Backcast: 1980

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.021206	0.008823	2.403584	0.0234
ERREUR(-1)	-0.465205	0.187071	-2.486786	0.0194
D(LAPD)	-0.002869	0.023846	-0.120318	0.9051
D(LRF)	0.186491	0.048939	3.810653	0.0007
D(LCE)	0.007979	0.027459	0.290575	0.7736
MA(1)	0.507819	0.217302	2.336923	0.0271
R-squared	0.397778	Mean dependent var		0.038969
Adjusted R-squared	0.286255	S.D. dependent var		0.028663
S.E. of regression	0.024216	Akaike info criterion		-4.440669
Sum squared resid	0.015833	Schwarz criterion		-4.168577
Log likelihood	79.27103	Hannan-Quinn criter.		-4.349118
F-statistic	3.566791	Durbin-Watson stat		2.085829
Prob(F-statistic)	0.013228			

Tests de validité du modèle

Test de normalité des résidus



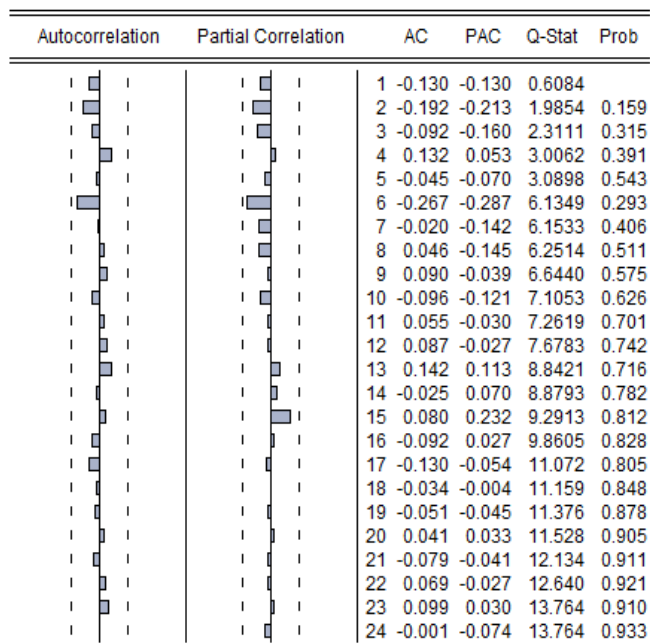
Test de corrélation des résidus

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.417728	Prob. F(2,25)	0.2611
Obs*R-squared	3.356196	Prob. Chi-Square(2)	0.1867

Corrélogramme des résidus

Sample: 1981 2013
 Included observations: 33
 Q-statistic probabilities adjusted for 1 ARMA term(s)



Test d'homoscédasticité des résidus

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

Statistic	Value	Distribution	Probability
F-statistic	0.152876	Prob. F(4,28)	0.9601
Obs*R-squared	0.705296	Prob. Chi-Square(4)	0.9507
Scaled explained SS	0.397896	Prob. Chi-Square(4)	0.9826

Annexe 3 : estimation du second modèle (APD désagrégé)

Estimation du modèle stabilisé

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Sample (adjusted): 1981 2013

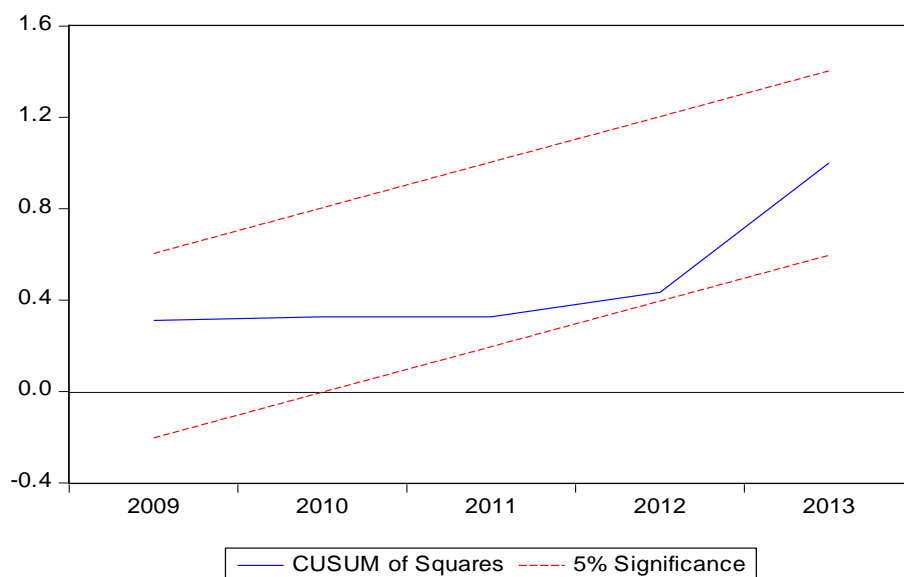
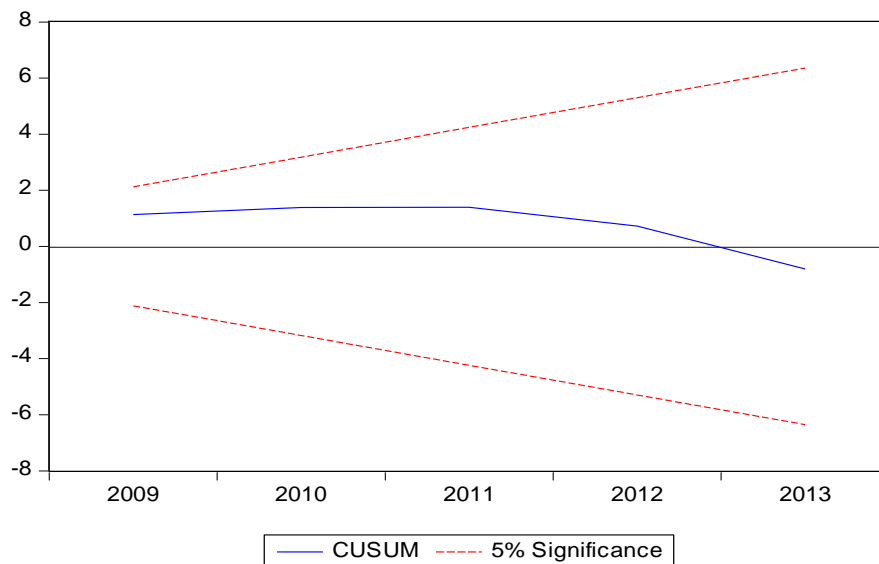
Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.027782	0.001871	14.84643	0.0000
LAPD_DON_RESID	0.000256	0.000728	0.350826	0.7287
LAPD_HDON_RESID	-0.001504	0.000514	-2.923497	0.0073
D(LRF)	0.140968	0.012659	11.13534	0.0000
D(LCE)	-0.009552	0.007322	-1.304521	0.2039
INFLU1	-0.080794	0.003620	-22.31929	0.0000

INFLU2	-0.008734	0.000841	-10.38503	0.0000
DUMMY	-0.001513	0.002980	-0.507530	0.6162

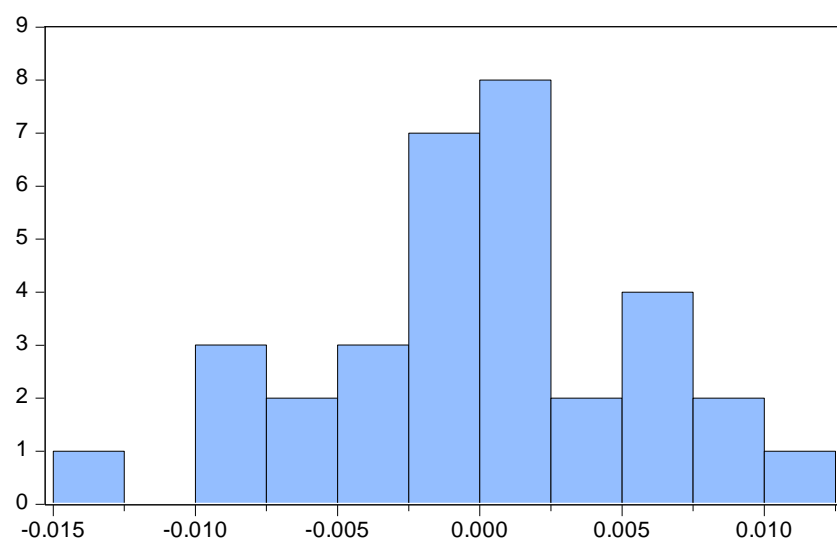
R-squared	0.963476	Mean dependent var	0.038969
Adjusted R-squared	0.953249	S.D. dependent var	0.028663
S.E. of regression	0.006198	Akaike info criterion	-7.122109
Sum squared resid	0.000960	Schwarz criterion	-6.759319
Log likelihood	125.5148	Hannan-Quinn criter.	-7.000041
F-statistic	94.21118	Durbin-Watson stat	1.964148
Prob(F-statistic)	0.000000		

Stabilité du modèle



Test de validité du modèle (équation 2)

Test de normalité des résidus



Series: Residuals	
Sample 1981 2013	
Observations 33	
Mean	2.37e-18
Median	0.000241
Maximum	0.010430
Minimum	-0.012737
Std. Dev.	0.005478
Skewness	-0.207413
Kurtosis	2.683876
Jarque-Bera	0.374020
Probability	0.829436

Test de corrélation des résidus

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.509231	Prob. F(2,23)	0.6076
Obs*R-squared	1.399310	Prob. Chi-Square(2)	0.4968

Test d'homoscédasticité des résidus

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	1.707742	Prob. F(7,25)	0.1528
Obs*R-squared	10.67507	Prob. Chi-Square(7)	0.1534
Scaled explained SS	5.158255	Prob. Chi-Square(7)	0.6407

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	i
DEDICACES	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES	vii
SOMMAIRE	viii
RESUME.....	ix
SOMMARY	x
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE DE L'ETUDE	3
CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....	4
SECTION 1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DU STAGE	4
PARAGRAPH 1 : Historique des objectifs	4
PARAGRAPH 2 : Structure organisationnelle de la DGAE et présentation de la DPC	5
1. Structure organisationnelle de la DGAE.....	5
2. Présentation de la DPC.....	5
SECTION 2 : DEROULEMENT DU STAGE	6
PARRAGRAPH 1 : Travaux effectués.....	6
PARRAGRAPH 2 : Difficultés rencontrées et suggestions	7
CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	9
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	9
PARAGRAPH 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses	9
1. Problématique.....	9
2. Objectifs	11
2.1 Objectif général	11

2.2 Objectifs spécifiques	11
3. Hypothèses	11
PARAGRAPHE 2 : REVUE DE LITTERATURE	12
1. Clarification des concepts et revue théorique	12
1.1 Aide Publique au Développement.....	12
1.2 Développement et croissance économique	15
2. Revue empirique	19
SECTION 2 : Méthodologie de l'étude.....	24
PARAGRAPHE 1: Modèles conceptuels	24
1. Présentation du modèle de base.....	24
2. Explication des choix des variables.....	25
3. Dimension de la série et origines des données	26
4. Estimations économétriques.....	26
5. Techniques d'analyse.....	26
6. Les tests d'analyses.....	26
PARTIE II: EFFET DE L'APD SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN : ANALYSES STATISTIQUES ET ECONOMETRIQUES DES VARIABLES.....	29
CHAPITRE 1 : ANALYSES STATISTIQUES ET ECONOMETRIQUES DE L'EVOLUTION DES VARIABLES	30
SECTION 1: ANALYSE DE L'EVOLUTION DES VARIABLES	30
PARAGRAPHE 1. Evolution de l'APD	30
PARAGRAPHE 2. Evolution du PIB.....	32
PARAGRAPHE 3. Evolution Des recettes fiscales.....	33
PARAGRAPHE 4. Evolution des crédits à l'économie.....	34
SECTION 2 : ANALYSE DE L'EVOLUTION COMBINEE DE VARIABLES	36
PARAGRAPHE 1. Evolution conjointe du PIB et de l'APD.....	36
PARAGRAPHE 2. Evolution conjointe du taux de croissance du PIB et celui de l'APD.....	36

CHAPITRE 2 : MODELISATION ET INTERPRETATIONS DES RESULTATS.....	38
SECTION 1 : Modélisation.....	38
PARAGRAPH 1. Modélisation de l'équation 1.....	39
1. Test de coïntégration de Johansen.....	39
2. Estimation du modèle à correction d'erreur en deux étapes.....	39
3. Test d'autocorrélation des résidus.....	40
4. Test de validité du modèle (Annexe 2.4).....	40
PARAGRAPH 2. Modélisation de l'équation 2.....	42
1. Stabilité du modèle.....	42
2. Estimation du modèle stabilisé.....	43
2.1 Test de stabilité.....	43
2.2 Test de validité du modèle (Annexe 3).....	43
SECTION 2 : Vérification des hypothèses et recommandations.....	45
PARAGRAPH 1. Vérification des hypothèses.....	45
PARAGRAPH 2. Recommandations.....	45
CONCUSION.....	47
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	49
ANNEXES.....	a
TABLE DES MATIERES.....	1